

■ Carnage à Sousse **Agissons !**



A nos lecteurs

A peine le numéro de juillet de votre magazine *Leaders*, le 50e depuis son lancement en juin 2001, était-il livré vendredi tôt le matin à l'imprimerie, que le carnage de Sousse est venu nous surprendre vers midi. Arrêter les machines et changer quelques pages ne serait pas suffisant pour traiter ce drame avec toute l'importance de l'analyse qu'il mérite. Il y aura désormais un avant et un après-attentat du 26 juin 2015. Un tournant historique qui déterminera fortement l'avenir du pays durant les prochaines années.

Sans hésitation aucune, décision a été prise de lancer ce supplément spécial qui accompagnera le magazine. En plus de celui consacré au pétrole. Toute l'équipe de *Leaders*, croyant pouvoir savourer le bouclage du mensuel en s'offrant un week-end réparateur, s'est alors immédiatement remise au travail, dans une course contre la montre. Nos analystes ont accepté de réagir en profondeur sous la double pression de l'actualité évoluant d'heure en heure et des délais très courts impartis, pour partager avec vous leurs lectures et leurs propositions.

Ainsi est né ce supplément spécial, dans la douleur, l'indignation et la détermination à relever les défis qui se posent à notre pays.







DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Taoufik Habaieb

CONSEILLER
Hédi Behi

CONCEPTION & REALISATION

Ahmed Chermi
(Directeur Artistique)

Raïd Bouaziz
(Designer)

PHOTOS
Mohamed Hammi - DR

MARKETING & COMMUNICATION

Jihen Ouaz
(Directrice Marketing)

Imen Channoufi

Bourane Ennaïfer Hajem
(Directrice Communication)

APPUI

Habib Abbassi • Hajer Ayoubi • Lamia Alayet • Samira Chtila Krifa • Najah Kharraz
• Fayçal Mejjadi • Leïla Mnif • Hamdi Mzoughi • Chaouki Riahi • Sondes Belloumi

IMPRESSION
Simpact

PR Factory

Ennour Building, Cité des Sciences,
BP 200, 1082 Tunis Mahrajène,
Tel.: 71 232 111 / Fax: 71 750 333
abonnement@leaders.com.tn • marketing@leaders.com.tn • redaction@leaders.com.tn

www.leaders.com.tn

Leaders

sur iPhone, iPad, Android et Windows 8



Téléchargez gratuitement l'application



SOMMAIRE

- 6 Trêve de discours, agissez Si El Béji, agissez Si Essid !
Par Taoufik Habaieb
- 9 Le prix de la liberté
Par Guy Sitbon
- 10 Assez de l'incurie
Par Walid Bel Hadj Amor
- 12 Mesures urgentes du gouvernement : est-ce suffisant?
- 14 Ce mal qui nous ronge, est-ce seulement le terrorisme ?
Par Mustapha Kamel Nabli
- 16 Entrons en résistance
Par Radhi Meddeb
- 18 Une guerre de choc des interprétations à l'intérieur de l'islam
Par Mustapha Tlili
- 20 Résister...résister encore... résister toujours
Par Larbi Bouguerra
- 22 Un plan d'urgence pour sauver le secteur touristique
Par Hakim Ben Hammouda
- 24 Tunisie, le devoir d'assistance à Etat en danger !
Par Slaheddine Dchicha
- 26 Nous sommes tous responsables!
Par Khadija Moalla
- 28 Nous sommes désormais en guerre contre le terrorisme...
Par Asma Bouraoui
- 30 Les enjeux de la guerre contre le terrorisme
Par Mehdi Taje
- 37 Pour le projet d'une Tunisie que nous aimons
Par Ridha Kamoun
- 38 Une frappe au cœur de l'économie !
Par Fatma Marrakchi Charfi
- 40 Zohra Driss, la battante



Trêve de discours, agissez Si El Béji, agissez Si Essid !

Tel un robot méthodiquement programmé, le jihadiste de Sousse s'élança de la plage vers la piscine de l'hôtel Impérial Marhaba, à Sousse, arrosant en rafale de sa kalachnikov les touristes. Puis, aveuglé par la haine et endoctriné par son fanatisme, il poursuit son macabre carnage à l'intérieur, jusqu'à la réception, continuant à tirer sur ces cibles étrangères. Comme s'il connaissait bien les lieux, il ira à l'administration, puis à la piscine couverte, crachant de son mitrailleur les feux de l'extrémisme rétrograde, destructeur. «Mission accomplie», il ressort sur la terrasse et s'arrête un moment comme pour atterrir de son cauchemar éveillé, au vu de ses victimes abattues et du personnel tunisien horrifié. Essayant d'afficher un comportement «normal» après sa funeste descente, il tentera de se fondre dans la foule, pour fuir... avant d'être abattu par un policier. Bilan : 38 morts, 36 blessés, la Tunisie, sous le choc, est endeuillé et les Tunisiens, traumatisés.

Le drame du Bardo est, trois mois après, réédité en puissance 2.

Cyrine, 16 ans, qui du balcon de sa chambre a vécu ces horribles scènes, crie encore sa douleur: «*Pourquoi dois-je endurer pareille épreuve qui me poursuivra toute ma vie, pour vivre désormais dans l'angoisse ?*»

Ni l'arrivée immédiate du président Béji Caïd Essebsi et du chef du gouvernement, Habib Essid, ni les mesures urgentes annoncées le soir même ne rassureront Cyrine et les Tunisiens. «*Nous*

sommes en guerre contre le terrorisme», répèteront les gouvernants, sans aller au bout de leur logique de guerre, un comportement de guerre et encore moins, une économie de guerre. Caïd Essebsi se contentera de constater que c'est la dislocation de l'État, l'anéantissement de la démocratie et des libertés, l'effondrement de l'économie, le chaos.

La riposte adéquate n'a pas été trouvée, en attendant les secours en équipements et financements appropriés que les démocraties occidentales tardent à fournir, et l'union nationale qui peine à se consolider.



Par Taoufik Habaieb

Un nouveau mandat du peuple est aujourd'hui indispensable à apporter, à travers les députés, au gouvernement, sans réserve, pour qu'il agisse en n'ayant pas les mains liées. Un gouvernement fort qui se ressaisit, capable de prendre les mesures chocs qui marquent les esprits, coiffent l'ennemi immédiatement au poteau et sauve ce qui reste de l'économie. Un gouvernement en mesure d'exiger des amis de la Tunisie, non en quémandeur

mais en partenaire stratégique, ce dont il a besoin, aujourd'hui et demain.

Tout est entre les mains du président Caïd Essebsi qui doit s'ériger en chef de guerre et agir en conséquence, sans plus tarder. La Tunisie a besoin d'un leadership fort et puissant. Le pays n'est pas entré dans le mur, il est dans l'accident. C'est la dernière et ultime chance pour le secourir, et l'en sortir. Son rétablissement sera long, pénible et coûteux. Mais il finira par se réaliser en un nouveau miracle tunisien.■

T.H.



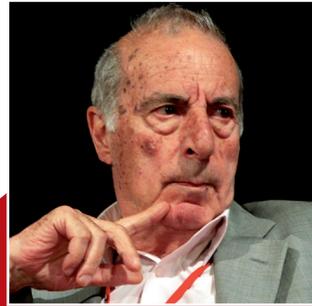


Le prix de la liberté

Chagrin, pitié. Pleure, ô pays bien aimé. Rien ne sert de pleurer, il faut agir. Penser. Changer. Agir.

Massacrer les touristes à la douzaine, ils n'en ont que faire. Leur seul but : exterminer le pays. Sa seule existence les empêche de dormir. De gré ou de force, elle s'effacera de la carte. Ce peuple doit se soumettre ou périr.

Tuer une quarantaine, en blesser une autre quarantaine en quelques instants, pour une seule kalach, un exploit. Un tireur aguerri aurait eu bien du mal. Pour un fanatique, un jeu d'enfant. Au diable incarné, rien d'impossible. Pourvu qu'il se déploie dans le droit chemin du mal.



Par Guy Sitaon

Renforcer la police ? Oui. Rester à tous instants sur ses gardes ? Oui. Appeler les amis au secours ? Encore oui. Mais le véritable remède réside en chacun. Chaque quartier, chaque famille, chaque maison fera sa propre police. Le mal est assis à nos côtés. Il ne se dissimule pas, il s'affirme. L'étouffer

dans l'œuf, pas d'autre voie de salut. L'Etat ne peut pas tout. Le citoyen, lui, peut.

C'est vrai, une zone de liberté dans un univers de tyrannie, c'est insoutenable. Une terre où il fait bon vivre face à des enfers qu'il fait bon fuir, insupportable. Ils se coaliseront tous pour balayer le dernier confetti de tolérance. Mais qu'ont-ils aussi ces Tunisiens à vouloir vivre autrement que les autres ? N'ont-ils donc pas compris que dans cette vallée de larmes il n'est de place que pour le malheur ? Quel étrange désir que de vouloir empêcher le monde de massacrer en rond ? Se donner pour arme ultime le parfum du jasmin quand il est prescrit de ne prendre du plaisir qu'à mutiler têtes et bras ? À infliger mille coups de fouet à la libre parole. Pour les fous du diable, il est urgent, vital, de mettre hors d'état de nuire la patrie du bonheur et de l'amour. Un mauvais exemple à supprimer.

Le bouquet de fleurs d'oranger tiendra-t-il tête à la mitrailleuse ? Je le crois. Sous tous les cieux, ils l'ont toujours payé cher ceux qui ont choisi la liberté. ■

G.S.

Assez de l'incurie

Les actes terroristes se suivent et ne se ressemblent pas. Ils se succèdent, et même si les modes opératoires sont similaires, la symbolique de ces actes est différente, ce qui laisse penser que l'escalade est voulue, planifiée. Nous avons d'abord connu les attaques ciblées visant les personnalités politiques, avant de voir les terroristes concentrer leurs actions contre les forces publiques. Le premier objectif était donc de saper l'appareil d'Etat.

Depuis, la stratégie a évolué vers des actions de plus grande envergure, visant l'économie du pays et donc plus directement la population. L'attaque du Bardo a été l'étape clé dans ce basculement au niveau des cibles, de l'appareil d'Etat vers l'économie du pays. Elle visait concomitamment l'Assemblée nationale, symbole de l'Etat, et le musée, haut lieu culturel et touristique.

L'attentat de Sousse consacre une nouvelle étape, qui vise plus particulièrement les fondements économiques, avec un double objectif, isoler la Tunisie et prolonger la crise. Il s'est attaqué à nos invités venus soutenir notre pays et notre économie, malgré l'attentat du Bardo, et en cela cet acte est intolérable. Cette escalade pose la question de la réalité des réseaux terroristes et de la planification supposée de ces actes. Cette question est importante tant elle conditionne les réponses politiques et sécuritaires à apporter. Cette fois, le terrorisme frappe directement l'économie, profitant du laxisme politique et de l'insuffisance criante des moyens logistiques et de renseignement mis en œuvre.

Cette frappe ignoble porte un coup au processus démocratique qui a aujourd'hui besoin, plus que jamais, de la relance économique pour être stabilisé, et amorcer une nouvelle étape de transition sociale.

S'il s'agit d'actions planifiées, dans une stratégie d'escalade, il faut s'attendre à ce que le mouvement s'amplifie, pour se concentrer petit à petit sur des objectifs économiques, qui toucheront les populations de manière plus précise et plus directe. Ce qui rendra cette guerre plus difficile en augmentant le nombre de cibles potentielles qui iront au-delà des édifices publics, symboles de l'Etat, mais engloberont tous les sites économiques et de préférence ceux qui engagent des intervenants étrangers. Toujours le même leitmotiv : saper et isoler.

Aussi étrange que cela puisse paraître, le gouvernement hétéroclite en place ne bénéficie pas du soutien politique nécessaire pour engager les réformes dont le pays a besoin. Pourtant, il faudrait profiter de

l'élan patriotique du moment pour lancer un plan d'action qui lui permettrait de reprendre l'initiative, trop longtemps abandonnée à une minorité agissante et revendicatrice. Les libertés sont aujourd'hui menacées plus que jamais, et ce n'est pas en renonçant à rétablir l'ordre qu'on redonnera confiance dans le processus en cours. Les déclarations qui se sont enchaînées, au cours des vingt-quatre heures qui ont suivi cet attentat, n'engagent cependant pas à l'optimisme, tant elles ont été en deçà des attentes d'une audience prête à apporter

son soutien au gouvernement, pour peu qu'il passe à l'action et frappe vite et fort. La saison touristique est finie, alors plutôt que de songer encore à mettre un cadavre sous respiration artificielle, ne vaudrait-il pas mieux prendre les devants et mettre cette situation à profit pour apporter sans complaisance une réponse définitive? Quitte pour cela à décréter de nouveau l'état d'urgence, qui est certes une mesure d'exception, mais qui est, dois-je le rappeler, organisée par le droit international dans le cadre du pacte international des droits civils et politiques de l'ONU. Ou est-ce qu'encore une fois, le pouvoir politique va reculer devant les opposants libertaires, prêts à sacrifier l'ordre au nom de leurs idéaux

de liberté.

A situation exceptionnelle, réponses exceptionnelles, et je ne serai pas le premier à m'élever contre des mesures d'exception, pour peu qu'elles soient mises en place dans une vraie démarche de sauvegarde, sous le contrôle de l'Assemblée et de la société civile. Des mesures qui iraient, pourquoi pas, jusqu'à décréter l'état de siège dans les zones frontalières, en particulier au sud du pays.

Nous sommes à la croisée des chemins. En ne faisant rien qui soit à la hauteur des enjeux, nous risquons de mettre en péril l'ensemble de l'œuvre réalisée au cours des quatre dernières années. Et même si cette œuvre n'est pas une franche réussite, il n'en reste pas moins que la trajectoire doit être maintenue. Et si des mesures de sauvegarde de notre souveraineté et de notre économie doivent être mises en œuvre, alors il n'y a aucune hésitation à avoir. Le processus démocratique



Par Walid Bel Hadj Amor



est face à un défi de taille, démontrer sa capacité à adopter des mesures d'exception sans renoncement aux principes. Refuser d'affronter cette réalité aujourd'hui risque de porter demain un coup fatal au processus, qui ne se relèvera pas d'un échec, face au danger qui guette. Nier le danger et la nécessité d'agir sera nécessairement un appel d'air au retour de la dictature, qui apparaîtrait alors comme la seule solution face aux dangers. Fermer les mosquées dissidentes et les écoles coraniques déviantes, mettre hors la loi les associations qui encouragent et financent le terrorisme, lancer des rafles dans les quartiers dont on sait qu'ils abritent les terroristes, harceler les terroristes et leurs soutiens, combattre les trafics en tous genres qui alimentent les bases arrière de ces factions, sont autant d'actions qui ne sont en rien liberticides. Bien au contraire, il s'agit de sauvegarder ce qui reste de nos libertés constitutionnelles, et d'éliminer la vermine et les traîtres qui se repaissent dans le climat ambiant.

La démocratie doit être capable de s'adapter aux contextes exceptionnels, œuvrer à mettre en place des mesures de sauvegarde sans que les libertés publiques ne soient sacrifiées sur l'autel de la sécurité. C'est une mission historique dévolue aujourd'hui à la société tunisienne, qui doit inventer des solutions devant une menace réelle, non

conventionnelle au sens du droit. La lutte contre le terrorisme est une guerre qui, pour être efficace, risque de restreindre les libertés démocratiques. Dans ce cas, comment donner un minimum de garanties contre le retour à un régime autoritaire et policier, d'autant que nous ne jouissons pas encore d'institutions fortes, à l'instar des démocraties historiques ? Le conflit qui naît ainsi entre deux valeurs sociales, sécurité et liberté, doit être géré dans une recherche d'équilibre et non de subordination. Les mesures à prendre doivent être proportionnées au risque encouru par la collectivité. La question est d'autant plus lancinante que nous sommes face à une menace intérieure, et que nous devons éviter la banalisation tant pour le risque que pour les mesures d'exception. Celles-ci doivent être provisoires et largement encadrées.

Malgré les faiblesses de nos institutions, nous pouvons imaginer un cadre spécifique pour assurer le contrôle et éviter les dérapages, sous le couvert des associations des droits de l'homme, de l'ordre des avocats ou encore de l'association des magistrats. J'aimerais être sûr que le gouvernement n'a pas peur de prendre les mesures qu'il faut. J'aimerais être sûr que nos représentants élus sont capables de prendre la mesure du danger et des attentes. ■

W.B.H.A.

Mesures urgentes du gouvernement : est-ce suffisant?

Douze mesures urgentes ont été annoncées par le chef du gouvernement Habib Essid, vendredi 26 juin tard dans la soirée suite à l'attentat de l'hôtel Impérial Marhaba à Sousse. Est-ce à la mesure du danger qui menace chaque jour encore plus gravement la Tunisie?

- 1 • Ouverture d'une enquête et une évaluation générale pour déterminer les responsabilités et identifier les défaillances à combler
- 2 • Fermeture de près de 80 mosquées construites sans autorisation et propageant des discours extrémistes, et ce dans un délai d'une semaine
- 3 • Engagement des procédures légales contre tous les partis et toutes les associations qui ne sont pas en conformité avec les dispositions constitutionnelles et aller jusqu'à la dissolution si avéré
- 4 • Révision du décret-loi sur les associations pour instituer le contrôle de l'Etat sur leur financement, étant apparu que certaines d'entre elles sont impliquées dans le financement du terrorisme
- 5 • Rappel de l'armée de réserve pour appuyer les forces armées et sécuritaires dans les sites sensibles
- 6 • Déclaration de nombre de montagnes telles que Samamma, Ouergha, zones d'opérations militaires fermées
- 7 • Mise en œuvre d'un plan exceptionnel de déploiement des agents armés de la police touristique sur les plages, à l'intérieur des établissements touristiques, et dans les sites archéologiques et musées, à compter de ce 1er juillet
- 8 • L'organisation en septembre prochain d'une conférence nationale sur la lutte contre le terrorisme
- 9 • L'octroi d'une récompense financière à toute personne qui contribue à prévenir un acte terroriste, identifier un terroriste et son arrestation
- 10 • Tenue d'un Conseil ministériel extraordinaire samedi
- 11 • Tenue d'une réunion ce samedi avec les partis politiques et les organisations nationales
- 12 • Réunion du Conseil national de sécurité dimanche.



Ce mal qui nous ronge, est-ce seulement le terrorisme ?

Nous sommes de nouveau au lendemain d'un massacre ignoble, qui a eu lieu cette fois à Sousse, perpétré par les terroristes. Nous sommes choqués. Nous sommes furieux. Nous sommes tristes. Nous sommes désorientés.

Pourquoi au juste ? Oui il y a bien sûr ces terroristes de chez nous et d'ailleurs qui nous veulent du mal, qui ont un plan de déstabilisation de notre Etat, de destruction de notre société et qui ont leurs desseins sur notre pays. Ils tuent nos soldats et nos agents de sécurité. Ils s'attaquent à nos hôtes et visiteurs. Ils s'attaqueront, comme le font toujours les terroristes, à notre population civile. Ils sabotent notre économie et essaient de détruire nos institutions. Tout cela est évident et contribue à nous mettre dans cet état d'anxiété et de tristesse. Ce danger est important et je n'ai nullement l'intention de le minimiser.

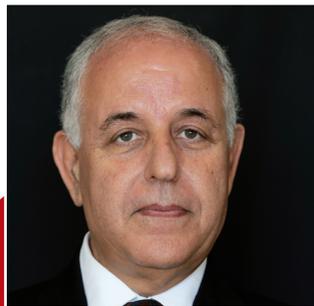
Mais est-ce vraiment cela qui est l'essentiel de ce qui nous met dans cette situation. Je pense que non, et qu'il y a des raisons non apparentes plus profondes qui nous inquiètent. Et ces raisons sont en nous-mêmes, en notre société et nos institutions.

Il y a notre société qui a laissé et laisse encore se développer chez certains de nos jeunes une prédisposition à être facilement entraînés par les vendeurs de chimères, qui prétendent leur ouvrir une voie divine qui va les soustraire à leur réalité parfois misérable et surtout sans perspectives. Nous devons le reconnaître et agir pour aider notre jeunesse à résister et à rejeter ces commerçants de la mort et de l'illusion ! C'est par le contrôle strict du discours de la haine et de l'embrigadement dans les mosquées et dans les lieux publics. C'est par l'action culturelle et dans le système éducatif, et par la mobilisation de nos cadres et leaders religieux pour contrecarrer le discours obscurantiste, et promouvoir l'équilibre émotionnel des jeunes et renforcer leur rationalité et conscience sociale.

Mais il y a plus, beaucoup plus que cela. Ce qui nous met dans cette situation, c'est que nous avons ce sentiment diffus, qui nous ronge, que notre capacité pratique à faire face à ce fléau n'est pas à la hauteur des défis. Pourquoi ?

Tout d'abord, notre système politique et son fonctionnement laissent à désirer. Bien que soutenus par une constitution qui a fait l'objet d'un large consensus et des élections qui ont été généralement et internationalement reconnues et jugées transparentes et équitables, nos gouvernants n'arrivent pas à gouverner. Les partis politiques ont perdu leurs bases et le degré de confiance qui leur est accordé par les citoyens est à un niveau des plus faibles parmi toutes les institutions du pays. Il y a manque de cohésion et excès de conflits internes et de tensions politiciennes. Nos politiques n'arrivent pas à donner une vision claire et cohérente sur la voie à suivre. Il y a un gouvernement qui peine à trouver ses marques, ses soutiens, sa cohésion et à projeter une vraie capacité à contrôler efficacement la situation. Il a bénéficié certes du plus large soutien des partis

élus pour son inauguration, et pourtant il a du mal à trouver sa majorité pour faire passer ses projets de loi. C'est une alliance gouvernementale fragile et désunie. A cela s'ajoutent des relations souvent ambiguës et mal définies entre les trois principales composantes du pouvoir politique, à savoir le législatif, la présidence et le gouvernement. Nous avons du mal à déterminer où se trouve la responsabilité de l'orientation et du pilotage politique du pays. Le tout donne l'impression d'un pays mal gouverné, et d'un système politique grippé. Le manque de crédibilité est généralisé.



Par Mustapha Kamel Nabli

Il y a ensuite notre Etat et nos institutions étatiques qui sont affaiblis et ne fonctionnent pas comme il faut. On retrouve cela dans les différentes administrations, le système judiciaire, la sécurité, les collectivités locales, ou les entreprises publiques. Dans tous les domaines, les carences et les faiblesses sont légion et sont subies par le citoyen dans son quotidien. Cela se traduit par une détérioration des services publics en termes de qualité et de quantité. Même nos institutions de sécurité subissent ces carences. Nos hommes et femmes de la sécurité intérieure et des forces armées qui sont au front, qui subissent les sacrifices les plus lourds, et déploient les efforts et l'action antiterroristes les plus méritoires sont handicapés dans leur action par les dissensions et les dysfonctionnements internes. Aussi notre système de sécurité fonctionne-t-il en deçà de ses possibilités dans la collecte de l'information et son analyse, dans le déploiement de ses ressources

et dans son action sur le terrain pour affronter les terroristes. Notre Etat est défaillant, et ne répond pas suffisamment à nos besoins et nos aspirations.

Ces défaillances de notre système politique et de nos institutions étatiques font que le citoyen perd confiance, n'a plus de repères et se retrouve de plus en plus désœuvré. Ce qui nous mène enfin vers le problème de nos relations sociales en tant que citoyens. Nous déclarons donner la plus grande priorité à la lutte contre le terrorisme. Nous le crions haut et fort. Mais nous agissons tout autrement et sans aucun rapport avec cette priorité. Chacun a sa priorité : en tant qu'individus, en tant qu'organisations sociales, de groupes d'intérêts, de groupes politiques, des régions, ou autres. La priorité peut concerner l'obtention d'augmentations salariales, un emploi, des privilèges divers, ou bien des demandes souvent légitimes, et tant d'autres intérêts. Nous agissons dans notre quotidien avec peu de civisme, peu d'égards envers autrui, et peu d'intérêt pour la sauvegarde du bien public. Le laisser-aller de tout un chacun dans l'exercice de son travail et de ses fonctions est généralisé. La recherche de l'intérêt propre, souvent au mépris de la loi et de l'éthique, même si cela se fait au détriment de la communauté, est régie en valeur supérieure. C'est une société qui n'est pas solidaire, qui n'a pas intériorisé l'existence d'un danger mortel qui nous menace tous. Nous n'arrivons pas à réaliser que l'on peut avoir raison individuellement, mais avoir tort collectivement !

C'est tout cela qui nous inquiète et qui donne ce malaise généralisé. Nous savons, nous sommes persuadés, que nous pouvons battre les terroristes, et qu'ils n'ont aucune chance de soumettre et de terroriser la Tunisie et les Tunisiens qui ont toujours choisi la vie, la tolérance, le progrès et le futur. Et pourtant, nous ressentons que notre capacité à le faire est handicapée, que nous fonctionnons en dessous de notre potentiel !

Je suis persuadé que nous sommes capables de surmonter ces difficultés. Nous pouvons et nous devons nous ressaisir, pour reconstruire et rendre central notre attachement à la citoyenneté en principe et en pratique, dans notre discours et dans notre action quotidienne. Nous devons bannir le laisser-aller et l'incivisme, nous ériger chacun responsable des actions de l'autre. Nous devons redonner à nos institutions étatiques leur vigueur et les remettre au service du citoyen. Nous pouvons et devons de nouveau restaurer la valeur travail pour sauver notre économie et notre Etat. Nous pouvons avoir chacun nos griefs et nos ambitions, et ressentir nos frustrations et nos difficultés. Mais l'heure aujourd'hui n'est pas pour chacun de résoudre son problème individuel et de tirer l'avantage qu'il peut, souvent illusoire, mais de résoudre tous ensemble notre problème commun, qui est de préserver notre pays, notre société et notre Etat, sans lesquels les intérêts de chacun sont insignifiants.

Nous sommes en guerre, nous devons battre l'ennemi commun qui est le terrorisme. Nous devons agir comme en état de guerre, où le civisme, la citoyenneté, la cohésion et le travail dur sont les valeurs suprêmes. C'est le temps des sacrifices, par tous sans exception, pour la Tunisie. Nous n'avons pas besoin de changer notre style de vie, ni sacrifier notre attachement à la liberté chèrement acquise. Mais nous avons besoin de changer d'attitude dans notre comportement quotidien à l'égard de la chose publique, le vivre-ensemble et notre détermination à sauver notre pays pour nous et pour les générations futures. C'est pour la Tunisie du progrès et de l'espoir pour laquelle tant de martyrs ont donné leur vie ; tant de penseurs, de poètes et d'artistes ont donné un sens et une identité unique ; et tant de



patriotes et bâtisseurs ont consacré tous leurs efforts pour lui donner un Etat moderne qui la projette dans l'avenir. Nous avons la capacité de relever ce défi. Nous devons refuser d'être terrorisés. C'est nous qui pouvons et devons terroriser les terroristes. Bien sûr avec nos forces de sécurité et nos forces armées qui sont le fer de lance de cette guerre, mais nous devons surtout faire en sorte que chaque citoyen joue son rôle central, en étant solidaires et travailleurs. Le système politique et nos gouvernants doivent aussi être à la hauteur, en donnant la vision et l'exemple, en montrant de la détermination, et en rassemblant. C'est en traitant ce mal qui est en nous, en renforçant notre capacité et notre cohésion, que nous vaincrons le terrorisme ! Un corps sain, qui est fortement immunisé, est capable inéluctablement de détruire tout virus intrus. ■

M.K.N.

Entrons en résistance

Le terrorisme a frappé lourdement à Sousse. Cela faisait des années que l'on s'y attendait avec crainte et angoisse. Au-delà des discours convenus de la nécessaire compassion, des condoléances aux familles des victimes, de condamnation sans appel de la barbarie, de la haine et du meurtre, de reconnaissance de la forte implication, de l'engagement et de la loyauté de nos forces armées et de sécurité, ayons le courage et la lucidité de poser quelques questions qui fâchent.

Nous savions tous depuis toujours que le tourisme était le maillon faible de notre économie, de notre société, de notre pays, tout court. Nous en avons été prévenus à la Ghriba, il y a près de quinze ans. Nous continuons à traîner les effets de ce drame et de sa mauvaise gestion médiatico-politique à ce jour. Cet attentat définitivement rompu la confiance entre la Tunisie et le marché touristique allemand. Nous en avons été de nouveau prévenus plus récemment au Bardo, dans la plus grande proximité du centre du pouvoir de la nouvelle République. Nous avons choisi de traiter ce drame dans la symbolique entre bonhomie et grandiloquence. Je ne m'étendrai pas sur toutes les alertes que les «fous de Dieu» nous ont lancées depuis au moins deux ans et demi, avec leur lot d'assassinats politiques, d'attaques contre les forces armées, d'appels au califatou encore de multiples défiances à visage découvert des attributs de la souveraineté de l'État.

Je relèverai toutefois quelques repères:

1. Tout gouvernement a la responsabilité de faire l'inventaire de tous les risques auxquels sa population peut faire face (sécuritaires, naturels, sanitaires, alimentaires...), d'en établir une cartographie précise, de les classer en possibles, probables et potentiels, de les évaluer, d'identifier des plans adaptés à chacun des scénarii pouvant en résulter et de décliner des réponses appropriées, d'abord pour s'en prémunir, ensuite pour faire face en cas de survenance. La Tunisie était officiellement en situation d'alerte sécuritaire maximale. Pourquoi les hôtels, les musées, les hauts lieux touristiques n'étaient-ils pas, dans ces conditions, sécurisés, contrôlés et surveillés, alors que nos politiques s'étaient relayés sur les plateaux des télévisions étrangères pour rassurer et assurer que tout était fait pour garantir une saison touristique paisible? Le criminel de vendredi dernier

semble avoir eu tout le loisir de se mouvoir à son aise et de décimer des dizaines de victimes innocentes pendant une demi-heure avant que des forces de l'ordre n'arrivent sur les lieux et ne l'abattent!

2. D'après le ministère de l'Intérieur, le terroriste n'était pas connu des services de sécurité. Une responsable de l'Uget affirme pourtant qu'il était depuis au moins un an, au vu et au su de tous, à la tête d'un groupe «takfiri» violent de l'université de Kairouan.

Faut-il que les candidats au crime, désaxés et violents, passent à l'acte pour être mis sous surveillance?

3. La gestion de la crise libyenne avec, au nom d'une improbable realpolitik, une double représentation consulaire, n'aura ni empêché les prises d'otages de ressortissants tunisiens à Tripoli ni évité à l'État tunisien de subir les exactions des milices et de se soumettre à leur intolérable diktat. La raison invoquée de défense de nos intérêts n'aurait jamais dû résister au nécessaire respect de nos valeurs.

4. L'autorisation donnée, à peine quelques jours avant le crime odieux de Sousse, par le ministère de l'Intérieur à Hizb Ettahrir pour tenir son congrès, en mettant à sa disposition un équipement public, la coupole sportive d'El Menzah, est pour le moins incompréhensible. Relève-t-elle d'une mauvaise appréciation par nos sécuritaires du risque d'atteinte à l'ordre public ou traduit-elle la soumission de la décision administrative à une volonté politique empêtrée dans ses compromis et ses compromissions?



Par Radhi Meddeb

Toujours trop peu, toujours trop tard

Les mesures adoptées au lendemain de l'attaque ignominieuse de Sousse frappent par leur insuffisance et leur manque d'ambition. Elles relèvent soit de la gestion routinière (s'engager à mener une enquête), soit de ce qui aurait dû être fait depuis longtemps, comme la reprise des mosquées échappant au contrôle de l'État ou encore l'application de la Constitution en matière de conformité des partis politiques ou de la Loi pour ce qui concerne le financement des partis ou des associations! En tout état de cause, l'approche adoptée est strictement sécuritaire. Ce que nous vivons aujourd'hui est complexe et le résultat d'accumulations et de conjonctions à la fois nationales et internationales. Il était important dans ce cadre de rompre avec le déni de réalité et d'adopter un plan global et



multidimensionnel, avec un traitement certes sécuritaire, dans le respect de la loi, des libertés fondamentales et des droits humains, mais aussi un traitement de la fracture économique, sociale, culturelle et politique. L'absence d'une telle approche pluridisciplinaire témoigne dans le meilleur des cas d'une incompréhension des causes profondes du terrorisme, du banditisme et du crime organisé et, dans le pire, d'une recherche de l'éternel consensus politique mou aboutissant encore une fois à un compromis insuffisant face aux exigences de la situation actuelle.

Pour une stratégie globale de redressement national

Aujourd'hui, le risque de déstabilisation de la Tunisie est réel. Le traitement d'une telle situation ne pourra en aucun cas se limiter à la dimension sécuritaire et occulter celles économiques et sociales, à l'origine du renversement de régime en 2011, et qui n'ont connu depuis que de mauvaises solutions palliatives. La volonté clairement affichée par les extrémistes violents qui nous guettent à l'intérieur et à l'extérieur de nos frontières est de porter atteinte à nos valeurs de modernité, d'ouverture, de solidarité et de performance, de nous couper de notre environnement international, de nous plonger dans l'obscurantisme, la crise économique et le chaos et d'anéantir les structures de l'État moderne pour laisser la place à la contrebande, aux razzias, aux trafics en tous genres et au crime organisé.

La réponse à de tels risques doit être globale. Elle doit être partagée avec tous ceux de nos amis qui partagent nos valeurs et plus particulièrement l'Europe. Le tsunami qui nous secoue violemment ne les épargnera pas. Notre sort est commun. Sachons faire face solidairement à l'adversité.

Notre diagnostic doit être clairvoyant, lucide et sans concession: le pays va très mal.

Politiquement, le navire vogue sans cap. Socialement, les inégalités n'ont jamais été aussi fortes, les relations sociales aussi tendues,

les nerfs de tous autant à fleur de peau et le sentiment d'injustice autant partagé. Économiquement, des secteurs entiers sont au bord de l'effondrement: le phosphate est à l'arrêt mais personne ne s'en émeut, le textile va très mal, les industries mécaniques et électriques perdent de leur compétitivité, les investissements directs étrangers se détournent, le tourisme agonise et le drame de Sousse risque de lui avoir porté l'estocade. Les finances publiques sont en crise structurelle profonde et durable. Les entreprises publiques, les banques publiques, les caisses de retraite sont en grande difficulté, sinon pour certaines en situation de faillite déguisée. Face à un tel tableau, nous n'avons pas d'autre choix que d'entrer en résistance. Nous devons résister au terrorisme, à l'obscurantisme, au déclin économique, à la marginalisation sociale, à l'exclusion politique, au retour de l'ordre ancien, à la fermeture culturelle, à la dégradation de notre système éducatif, à la clochardisation de notre système de santé.

Nous devons avoir du courage, de l'ambition et de la vision, accepter et assumer le choix inéluctable de la réforme globale, de l'ouverture et de la modernité.

Mais cela ne se fera pas sans une plus grande solidarité, sans une plus grande inclusion économique et sociale, sans une soumission citoyenne de tous au devoir fiscal, sans un retour au travail, sans la restauration des valeurs de l'effort, de la performance et de la justice sociale. Cela ne se fera pas non plus sans une lutte résolue contre les situations de rente et de privilèges, la contrebande, l'économie souterraine et la fraude fiscale.

Ne nous voilons pas la face, la situation est dégradée, le chemin sera long, mais l'œuvre peut être exaltante si nous mobilisons toutes les forces vives de la Nation, redonnons des raisons d'espérer à tous les exclus du développement et associations, dans la solidarité, tous nos amis et nos alliés. ■

R.M.

Une guerre de choc des interprétations à l'intérieur de l'islam

Une tentative totalitaire de conquérir le monde

La tragédie de Sousse ne m'étonne nullement; seule me surprend la dimension de l'horreur. L'attaque elle-même est dans le fil des choses, d'un islam obscurantiste, rétrograde pour qui l'exemple tunisien est le scandale dont il faut se débarrasser au plus vite. Le camp totalitaire a une stratégie et elle est claire, alors qu'en face, en Tunisie, il n'y a pas de stratégie.

Le fait que la tragédie se produise avec cette horreur et cette ampleur oblige à ce qu'on ouvre les yeux de façon exceptionnelle. Revoir la conception de l'Etat et de ses mécanismes de gouvernance à la lumière de cette tentative de les faire disparaître est un impératif des plus urgents. La démarche doit s'organiser à court, moyen et long termes.

A court terme, il faut un certain nombre de gestes forts pour communiquer avec les Tunisiens et la communauté internationale, pour exprimer la ferme volonté de la Tunisie de rester dans le camp de la démocratie, de la liberté, et de la modernité.

Je suis d'accord avec le Premier ministre français Manuel Valls lorsqu'il souligne que la bataille se joue aussi au sein de l'islam, entre un islam humaniste et un islam obscurantiste, totalitaire. C'est là le cœur du problème. On a mal interprété Samuel Huntington quand il a parlé du « choc des civilisations ». A la fin de sa vie, il a admis que ce qu'il visait, ce n'est pas la civilisation de l'islam en tant que telle, mais une certaine interprétation de l'islam.

Je n'ai cessé pour ma part, avec Abdelmajid Charfi, Mohamed Talbi, feu Mohamed Charfi et feu mon grand ami Mohamed Arkoun et d'autres à travers le monde musulman, d'attirer l'attention sur le cancer qui ronge la civilisation musulmane depuis sa naissance, et qui renaît aujourd'hui avec toute la puissance du pétrodollar : un islam littéraliste, rétrograde, coupé du reste du monde et de l'histoire du progrès de l'humanité.

Nous sommes dans une guerre de choc des interprétations à l'intérieur de l'islam. Il ne faut pas se leurrer sur la stratégie de l'islam obscurantiste et de son but ultime qui n'est autre que de conquérir le monde et de le soumettre par la violence à cette hégémonie rétrograde, en s'attaquant aux points les plus faibles des maillons de la modernité. Il a commencé évidemment par la Syrie qui en est la grande victime. Et le voilà, cherchant à s'en servir comme tremplin pour élargir le champ de bataille et s'attaquer aussi à la Tunisie.



Par Mustapha Tlili

Tant que les gouvernants tunisiens n'ont pas compris le fonctionnement de cette stratégie et ne se sont pas préparés à une guerre complexe et de longue haleine, c'est l'avenir même du pays qui est mis en jeu.

Les actions prioritaires à court terme sont nombreuses. Je recommande que le président Caïd Essebsi déclare une journée de deuil national pour honorer la mémoire de ces hôtes de la Tunisie venus innocemment passer leurs vacances dans le pays. Et, dans le prolongement, organiser un service religieux solennel à la Cathédrale de Tunis en présence de hauts dirigeants, des représentants officiels des pays des victimes et des familles de ces derniers, et de Tunisiens pour exprimer à travers cet hommage posthume la symbolique d'une fraternité universelle qui lie la Tunisie au monde moderne.

Il est également important que le chef de l'Etat s'adresse à la nation pour expliquer cette stratégie d'annihilation qui menace le pays et demander au peuple d'en être conscient et de s'en sentir personnellement concerné.

A moyen terme, il s'agit de revoir tous les outils de gouvernance, surtout l'appareil sécuritaire. La Tunisie ne dispose pas d'un appareil moderne et efficace de renseignement, capable d'aller puiser l'information là où elle se trouve, utilisant tous les moyens, y compris l'infiltration, voire d'autres moyens plus radicaux.



Seule, elle ne pourra pas le faire. Il est temps que les pays européens les plus proches, la France, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie, la Belgique et autres comprennent aujourd'hui que la bataille les concerne tous. Ils ont payé par le sang cette communauté de destin. Il n'est plus acceptable que trois mois après la tragédie du Bardo, on en est encore du côté européen qu'aux mots et aux promesses.

Il est également utile et important de renforcer les liens avec l'Algérie, car les Algériens ont l'expérience et les moyens. La Tunisie a été leur terre d'accueil lors de la lutte nationale, puis de la guerre contre le terrorisme. La fraternité entre les deux peuples n'a de sens que si elle est réciproque.

Il est temps d'autre part que la France comprenne la signification de ce que la Tunisie vient de décider en s'attaquant à l'appareil de propagande du terrorisme salafiste et à l'instar de la Tunisie ferme toutes ces mosquées de la haine qui pullulent en France et qui ont couvé depuis des décennies un cancer nourri par l'obscurantisme et irrigué par le discours mortel de prédicateurs dépêchés par les pays du Golfe et sur lesquels les autorités ont longtemps fermé les yeux.

Pour le long terme, il s'agit pour la Tunisie de résoudre une grande question: comment éduquer le peuple à cette idée d'insertion nécessaire dans la modernité du XXI^e siècle et comprendre que revenir en arrière, au premier siècle de l'hégire, à la littéralité et l'obscurantisme ne fera pas nourrir leurs enfants ni ne leur garantira la dignité nécessaire pour compter comme citoyens dans le monde civilisé d'aujourd'hui, compter comme des gens rationnels et honorables qui contribuent au

progrès de l'humanité dans la science, les arts, la culture et la civilité ?

Une éducation moderne, nourrie aux sources plurielles de l'identité méditerranéenne de la Tunisie, ouverte sur le monde et les cultures les plus diverses, est fondamentale. Revoir le système éducatif, le nettoyer de façon à développer l'esprit critique, s'impose. Le collège Sadiki et son éducation ont produit le modèle de la modernité tunisienne. Au lieu de généraliser l'excellence, comme l'avait fait Sadiki, avec son enseignement bilingue de grande qualité, on veut généraliser la médiocrité de l'arabisation à l'école primaire...Cela est suicidaire pour la Tunisie, inacceptable.

Il ne faut pas hésiter à mettre sur la table du débat toutes les cartes concernant l'identité tunisienne et sa place dans l'histoire universelle. Cette identité n'est pas uniquement arabo-musulmane, mais aussi méditerranéenne depuis des milliers d'années. Les réductionnistes islamistes de tous bords ne veulent retenir que ce qu'ils appellent l'identité «arabo-musulmane» de la Tunisie, parce que ça leur sert d'instrument pour conquérir le pouvoir.

Si les élites modernistes tunisiennes tombent dans le piège du chantage que leur tendent les islamistes, le chantage de l'identité arabo-musulmane, la Tunisie ne s'en sortira pas, ne sortira pas du sous-développement et de la pauvreté et régressera inexorablement dans les archaïsmes les plus destructeurs. Il faut parler vrai à cette heure si grave et ne pas avoir peur d'aborder le débat sur la vision qu'on se fait de la place de la Tunisie dans l'histoire universelle. ■

Mustapha Tlili
New York

(Entretien avec Leaders)

Résister... résister encore... résister toujours

Rendant compte du massacre perpétré à El Kantaoui, plus d'un quotidien londonien affichent en première page ce samedi 27 juin 2015, cet énorme titre : «Il riait en tirant».

Il riait à la perspective d'un aller direct pour un paradis plein de *houris*, en ce deuxième vendredi du mois sacré de ramadan? Rire animal en fait, rire d'un individu qu'on a lobotomisé, un individu sans encéphale, n'ayant plus qu'une colonne vertébrale commandant son doigt sur la gâchette. De manière primale. Rire d'un lâche qui s'en prend à des femmes et des hommes sans la moindre défense.

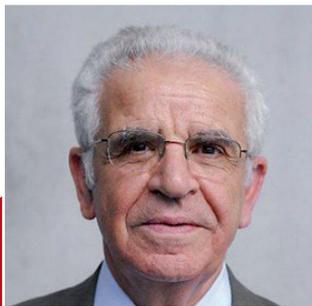
Spinoza enseignait : «Ni rire ni pleurer mais comprendre».

Nous sommes meurtris et révoltés face à ce bain de sang, cette quarantaine de morts, nos hôtes, des amoureux de notre pays. Certains y venaient depuis plusieurs années ; ils avaient pris des habitudes et noué des amitiés. Nous sommes meurtris face à ce coup lâche porté à une industrie qui nourrit tant de Tunisiens. Nous sommes meurtris face à ce vendredi noir qui frappe notre pays, après les dix-huit morts de l'accident de train au Fahs, le 16 juin dernier.

Nous sommes meurtris mais déterminés. Déterminés à résister à ces barbares qui veulent instituer «le califat» de l'Indonésie à la Mauritanie sous le commandement d'al Baghdadi, et à partir de Mossoul qui a été un haut lieu de la culture. Mossoul aujourd'hui gémit, écrasé sous la botte de la Hisbah, la police religieuse et où sévissent la pénurie et l'arbitraire. Mais savent-ils, ces barbares, que si le pouvoir et la culture de l'Islam ont dominé pendant certaines périodes historiques, c'est en tolérant le savant juif Maïmonide, le poète chrétien Al Akhtal et une très large palette de philosophes et de penseurs originaux tels Ibn Sina, Ibn Rochd, al Maïri... et non en coupant les têtes ou en voilant les femmes? Hélas, par la cruauté et l'ignorance de ces gens, on écrit aujourd'hui : «La traînée de sang que laisse derrière lui l'intégrisme armé rempli d'horreur et incite à la réaction la plus énergique» (Laurent Joffrin, *Libération*, 27-28 juin 2015, p. 3). Ainsi, par la faute de ces barbares incultes, quiconque se réclame de la culture arabo-musulmane est actuellement

partout stigmatisé, traité de «cinquième colonne» et regardé avec suspicion.

Nous sommes déterminés à mobiliser toutes les énergies pour lutter contre le terrorisme: il nous faut assurer la protection des Tunisiens et des touristes, surveiller ces lobotomisés, être sur le qui-vive. Le gouvernement doit augmenter les moyens de la police et de l'armée, arrêter et châtier légalement les complices, exercer toute la force de la loi comme rétorsion légitime contre ces lâches sanguinaires et leurs maîtres à penser.



Par Mohamed Larbi Bouguerra

Notre gouvernement doit s'armer d'audace et s'aligner sur Confucius quand il dit : «Lorsque tu fais quelque chose, sache que tu auras contre toi ceux qui voudraient faire la même chose, ceux qui voulaient le contraire et l'immense majorité de ceux qui ne veulent rien faire».

Assez d'hésitation. Assez de calculs face à ceux qui publiquement éructent des slogans et des mots d'ordre salafistes, takfiristes et considèrent que la démocratie et la Constitution sont des abominations. Quant à notre société civile —et à la communauté nationale en général—, elle doit surtout préserver l'unité nationale, notre bien le plus précieux, notre talisman pour mettre en déroute les prêcheurs de haine et les assassins. Elle doit abandonner la nonchalance et le laisser-aller. «Je hais les indifférents» écrivait Gramsci en février 1917. *Un homme ne peut vivre véritablement sans être un citoyen et sans résister. L'indifférence, c'est l'aboulie, le parasitisme et la lâcheté, non la vie. C'est pourquoi je hais les indifférents. L'indifférence est le poids mort de l'histoire».*

Sus à l'indifférence ! Sus à l'irresponsabilité ! Soyons citoyens et résistons!

Que de fois avons-nous vu des passagers, des sacs, des valises... passer comme une lettre à la poste, alors que les portiques magnétiques sonnaient et que la lumière rouge flashait ! Il faut

que tous comprennent que nous sommes en guerre et que la patrie est en danger. Guerre à distance aussi menée par certains pouvoirs que la démarche démocratique de notre pays révulse.

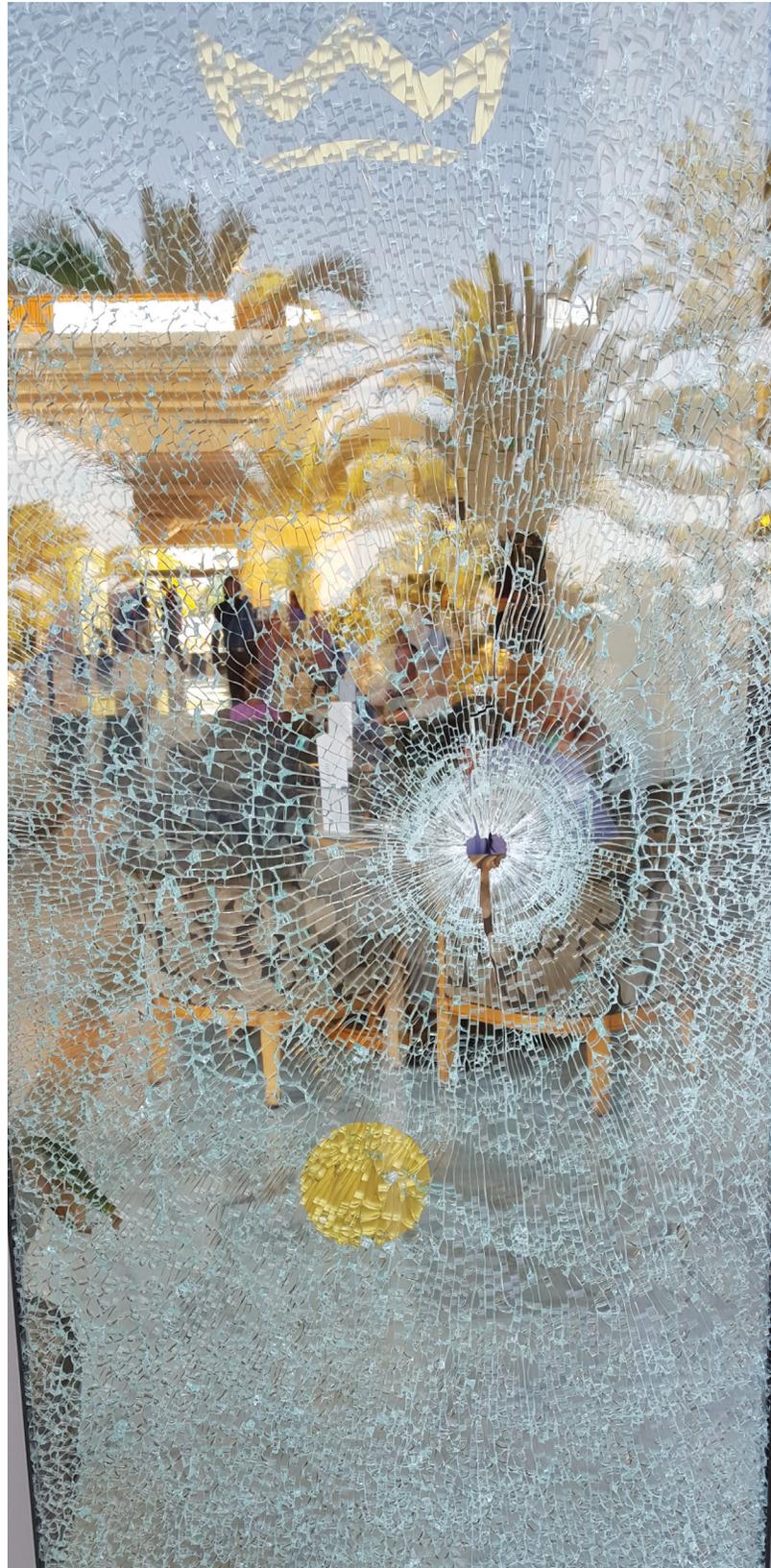
La discipline, l'ordre, la rigueur, le respect de l'Etat et de la loi sur la route, à l'aéroport, dans les lieux publics, face au représentant de l'Etat, doivent s'exercer sans faille aucune. Car si Mossoul aujourd'hui gémit, c'est que cette ville maintenant «cadenassée et quasiment coupée du monde» par l'EI «était depuis longtemps à la dérive, gangrenée par la corruption, minée par les conflits... , jamais vraiment réorganisée après la chute de Saddam Hussein et du régime baasiste» (Lire Allan Kaval, le *Magazine du Monde*, 27 juin 2015, p. 33-38).

Résister, résister encore, résister toujours devant la barbarie et l'intolérance, résister par l'union nationale, la discipline et le respect de la loi.

Tel est le mot d'ordre de la Tunisie du 14 janvier car, comme le disait en 1973 le compositeur-chanteur-poète Léo Ferré, «*Les microbes de la connerie que vous n'aurez pas manqué de nous léguer, montant de vos fumures...Soyez tranquilles ! Nous avons déjà des machines pour les révoquer.*»^(*)

M.L.B.

^(*)Cité par Pascal Boniface in « *Les pompiers pyromanes. Ces experts qui alimentent l'antisémitisme et l'islamophobie* », Max Milo éditeur, Paris, 2015.



Un plan d'urgence pour sauver le secteur touristique

J'ai suivi avec colère et consternation l'attentat terroriste du vendredi 26 juin contre l'hôtel Imperial Marhaba à Sousse. La colère car il a tué des hôtes que nous devrions, dans la tradition de l'hospitalité arabo-musulmane, défendre contre tous les dangers et leur permettre de passer un bon séjour chez nous.

Mais aussi des hôtes qui ont bravé les appels à la prudence de leur pays pour venir visiter notre pays et profiter de la quiétude et du calme que nos stations balnéaires leur offrent. Mais aussi la consternation car cette attaque ne visait pas seulement cet hôtel mais tout le secteur touristique avec comme objectif de mettre sur les genoux l'économie du pays.

J'ai appelé quelques amis professionnels du secteur le lendemain matin. Je me suis aussi rendu à l'Imperial Hotel que je fréquentais depuis plusieurs années pour exprimer mon amitié et mon soutien aux amis responsables de l'établissement. Partout c'est la même scène de désolation. Des plages vides, des touristes qui rassemblent leurs affaires et se préparent à quitter l'hôtel, direction l'un des aéroports les plus proches, des tour-opérateurs qui annulent leurs réservations. On m'a même dit que certains touristes ont exigé d'être protégés par des forces de police pour faire le trajet hôtel-aéroport. Et en plus de cela, même les touristes tunisiens qui avaient fait des réservations pour ce week-end ou au mois de juillet ont annulé leurs réservations. C'est dire l'ampleur de la panique, de la peur et de la frayeur qui règnent sur notre pays et sur le secteur depuis cet effroyable attentat. Il s'agit d'un véritable tsunami pour un secteur qui avait subi depuis quelques années les effets de l'instabilité politique post-révolution.

On ne mesure pas encore les effets de cet attentat sur le secteur touristique et sur notre économie. Mais, il est clair que les effets immédiats seront sans précédent. Car, faut-il le rappeler, cet attentat arrive au plus mauvais moment pour le secteur dans la mesure où près des 3/4 du chiffre d'affaires sont effectués au cours des mois de juillet et d'août. Un manque à gagner énorme qui met le secteur au bord du gouffre et impose aux professionnels du secteur des choix cornéliens qui peuvent aller jusqu'à la fermeture de leurs unités et à des pertes d'emplois. Une situation de crise grave qui exige des

réponses immédiates afin de sauver le secteur du gouffre. Il faut souligner que le secteur touristique connaît de grandes difficultés depuis quelques années. Celles-ci sont liées à des raisons structurelles dont la nécessité de diversifier notre produit afin de répondre à une demande de plus en plus variée sur les marchés internationaux. On peut également mentionner l'importance d'une montée en gamme pour attirer une demande haut de gamme et changer l'image de marque de notre produit encore fortement lié au tourisme balnéaire de gamme moyenne.

Il faut également souligner la question de l'endettement endémique de nos unités touristiques qui réduisent leurs capacités d'investissement afin de maintenir et d'améliorer leurs établissements. On peut évoquer d'autres problèmes structurels qui exigent une nouvelle vision stratégique du secteur touristique en collaboration étroite entre le gouvernement, les professionnels du secteur, les banques ainsi que nos partenaires étrangers. Cette vision stratégique devrait redonner au secteur son dynamisme d'antan qui a fait de la Tunisie un pionnier dans l'industrie touristique internationale. En effet, beaucoup de professionnels

du secteur se rappellent que les responsables de ce secteur dans de nombreux pays qui nous ont dépassés depuis, notamment la Turquie, ont été formés sous nos cieux, dans nos écoles et dans nos hôtels. On a besoin aujourd'hui d'une nouvelle vision stratégique qui allie qualité, diversification, compétitivité et viabilité financière pour faire de notre pays de nouveau une destination de référence.

Mais, ces problèmes structurels exigent des stratégies et des politiques de longue haleine. Parallèlement à ces problèmes structurels, le secteur est confronté à des problèmes conjoncturels et immédiats qui peuvent l'emporter et rendre la stratégie de long terme caduque. En effet, il faut mentionner que le secteur touristique est probablement un des secteurs qui a le plus souffert des soubresauts post-révolution. Car, faut-il le noter, l'insécurité et l'instabilité politique sont les pires ennemis du secteur touristique. Et le tourisme a été touché par la crise politique et par certains discours politiques qui critiquaient



Par Hakim Ben Hammouda.



ouvertement le secteur, sans parler de ces prédicateurs d'un autre temps que nous avons accueillis à bras ouverts en leur offrant le temps et le loisir de verser leur haine sur notre modèle social ouvert et qui ont nourri par leurs prêches radicaux les tentations de radicalisme de certains jeunes devenus des bombes à retardement. Ensuite, le secteur a souffert de cette conjoncture politique difficile avec une baisse de la fréquentation de notre site et des tour-opérateurs qui ont commencé à détourner notre clientèle traditionnelle vers d'autres destinations. Les professionnels, avec l'appui du gouvernement, ont réussi bon an mal an à résister à cette conjoncture morose. Ainsi, les performances des années 2013 et 2014 commençaient à se rapprocher, certes difficilement, des résultats d'avant la révolution. Mais, l'avènement du terrorisme en Tunisie a été un tournant difficile. Et, pire encore! Après les attaques contre les forces de l'ordre et les militaires dans les montagnes, les groupes terroristes se sont attaqués aux villes et particulièrement au secteur touristique pour détruire les fondements économiques de l'Etat. L'attaque contre le musée du Bardo d'il y a quelques mois s'inscrivait dans cette logique. Et, au moment où on commençait à relever la tête grâce au soutien et à la solidarité de nos amis, intervient la nouvelle attaque contre l'hôtel Impérial Marhaba de Sousse. Une attaque, de l'avis de tous, qui va condamner le secteur pour non seulement la saison en cours mais probablement pour bien plus longtemps.

Ce contexte exige de notre part la définition d'un plan d'urgence immédiat pour venir en aide à ce secteur et maintenir l'emploi et

l'ouverture des hôtels. Ce plan d'un an devrait se fixer comme un objectif d'aider le secteur à sortir du marasme actuel et survivre à la crise. Parallèlement aux mesures sécuritaires qui ont été annoncées par le gouvernement, ce plan doit comporter des mesures financières qui peuvent aller jusqu'à un moratoire sur les paiements fiscaux et sociaux et une aide pour faire face aux échéanciers bancaires en contrepartie du maintien des unités ouvertes et de la sauvegarde de l'emploi. Certes, la situation économique est difficile pour notre pays, mais ce plan est nécessaire et doit être défini en coordination entre le gouvernement, les professionnels du secteur, les banques et certains de nos partenaires qui ont investi dans ce secteur depuis plusieurs années.

Tous ensemble, nous devons aujourd'hui sauver le secteur touristique et lui donner les moyens pour continuer à vivre et à maintenir les unités ouvertes. Car ce sauvetage a une symbolique politique et montrera l'engagement de notre pays à résister au terrorisme qui veut faire de la crise économique un moyen pour installer un chaos politique. Ce sauvetage est également économique car il nous permettra de maintenir des emplois dans un contexte de crise économique profonde. Ce sauvetage est enfin nécessaire car il nous permettra à moyen terme d'aborder les réformes structurelles qui feront du secteur touristique un des fers de lance de la transition économique et de sa montée en gamme vers des niches de plus grande valeur ajoutée. ■

H.B.H.

Tunisie, le devoir d'assistance à Etat en danger !

Trois mois seulement après l'attentat du musée du Bardo, à Tunis, qui avait fait 22 morts dont 21 touristes étrangers, la petite Tunisie, à peine remise de ce traumatisme, vient de subir une nouvelle épreuve qui n'est sans doute pas la dernière, hélas !

Ce vendredi 26 juin, à 140 km de Tunis, sur la plage de l'hôtel Riu Imperial Marhaba, situé au le port El-Kantaoui à Sousse, une attaque terroriste, revendiquée depuis par le sinistre Daech, a fait trente-neuf victimes et autant de blessés de sept nationalités différentes. L'acharnement de Daech et d'autres terroristes du même acabit ne se limite pas à ces deux massacres et semble même depuis quelque temps devenir constant et systématique. En effet, la modeste armée et les forces de l'ordre tunisiennes essuient fréquemment des attaques et subissent parfois des pertes et notamment dans les massifs montagneux de la frontière ouest avec l'Algérie

L'agenda terroriste

La Tunisie étant un petit pays aux ressources limitées et n'ayant ni pétrole ni gaz, la question se pose sur les motivations de ce harcèlement, de cette inimitié. Bien sûr, cela est compréhensible lorsqu'on considère l'agenda global de ces nihilistes : la réalisation de leur rêve passéiste et fou de reconstituer le califat médiéval passe par la destruction de chaque Etat arabe et par l'effacement de ses frontières. La Tunisie se trouve ainsi intégrée dans ce plan bien malgré elle, comme d'ailleurs tous les autres Etats visés, mais il n'en reste pas moins qu'elle doit représenter pour eux quelque chose de plus : S'en prendre à la douce Tunisie est le moyen le plus direct d'atteindre l'ennemi, l'Occident. En effet, ce pays et ses hôtels sont considérés, selon les termes de la récente revendication du massacre par Daech, comme «des antres de fornication, de vice et de débauche...» où les touristes occidentaux, ces «sujets de l'alliance croisée» qui fait la guerre à l'EI en Syrie et en Irak, viennent se vautrer.

Le «pays de Bourguiba» est considéré comme une terre occidentalisation où règne l'apostasie et qu'il s'agit donc de réislamiser en l'épurant de toutes les valeurs «anti-islamiques» : la démocratie, la constitution, les élections, les droits de l'homme et surtout les droits de la femme... Il s'agit de briser l'élan démocratique qui risque de donner un mauvais

exemple pour les autres pays arabes. Il s'agit de punir cette Tunisie d'où est parti le souffle des printemps arabes en 2010 en l'atteignant dans son économie car ils savent l'importance du secteur touristique dans cette économie. Donc frapper les touristes, c'est faire deux coups à la fois : frapper l'Occident et punir la Tunisie en visant ce secteur vital qui emploie 400 000 personnes et fait vivre indirectement un million et demi d'autres.

Les bons sentiments et les promesses

Les messages de soutien, de solidarité et de sympathie affluent en masse de partout : d'Egypte, de Russie, d'Allemagne, de France, de Turquie, de Belgique, du Maroc, d'Algérie... et de partout fusent les condamnations. A titre d'exemples, Mme Federica Mogherini, la Haute représentante et vice-présidente de l'Union européenne, a condamné ces actes «de violence et de sectarisme» que M. Ban Ki-moon, secrétaire général de l'ONU, a qualifiés d'«épouvantables» et la Maison-Blanche, «d'abjects»... Une belle unanimité, aussi belle que celle qui s'est manifestée lors de l'attentat du Bardo. Une belle unanimité internationale

qui n'est pas sans rappeler celle qui s'est faite en 2011 au début du «Printemps arabe» et dont les promesses généreuses devaient déverser des dizaines de milliards d'aide sur ces pays afin de les aider dans leur «transition démocratique», mais qui malheureusement n'ont jamais été suivies d'actes.

Les inactions et les périls

Les promesses sont restées lettre morte en raison de la crise mondiale. Bien sûr, il y a la crise !

Mais n'est-ce pas préparer une crise encore plus grave que d'abandonner la petite Tunisie à son triste sort face au monstre Daech qui est à l'affût à ses frontières de l'Est avec la Libye et à celles de l'Ouest avec l'Algérie, sans compter les cellules dormantes qu'il entretient à l'intérieur du pays ?



Par Slaheddine Dchicha

N'est-ce pas accentuer la crise que de laisser la faible Tunisie seule face à l'ogre Daech enrichi et puissant de toutes les rapines et de tous les trafics : drogue, armes, pétrole... ?

Par ailleurs, en venant en aide au Pays du jasmin, les démocraties viennent à l'aide à elles-mêmes, puisque désormais le terrorisme, comme tout, est mondialisé et puisque ce pays est devenu un symbole, un exemple d'une «démocratisation tranquille». Ce serait manquer de cohérence, faillir aux promesses et trahir les valeurs humanistes que d'abandonner ces Tunisiens qui «entrent» en démocratie et commencent à en appliquer les

principes et en intégrer les valeurs. Ne pas venir en aide à cette «démocratie naissante» serait perçu par les terroristes comme un signe de faiblesse et cela les inciterait à aller de l'avant puisque leur rêve, qui est notre cauchemar, ne connaît ni limite ni frontière.

Enfin, ne pas apporter à la Tunisie et aux Tunisiens, et très vite, une aide substantielle dans tous les domaines serait de la non-assistance à pays en péril et à un peuple en danger. Et en cas de malheur, il sera interdit à quiconque de dire : *«je ne savais pas»*. ■

S.D.



Attentat de Sousse

Nous sommes tous responsables!

«Quelqu'un doit mettre un terme à tout le langage de haine confessionnelle propagé dans la région, sinon chaque nouvelle journée va continuer à nous apporter des meurtres confessionnels, d'enfants, de femmes et d'hommes innocents, les plus insensés».

L' attentat de Sousse, comme tous les attentats qui l'ont précédé, remet sur le tapis une question cruciale, qu'il va falloir résoudre si nous voulons sortir du piège terroriste : «Qui est responsable d'arrêter le terrorisme en Tunisie?».

Ma réponse est simple : nous sommes tous collectivement responsables d'arrêter le carnage !

Il y a plusieurs niveaux et échelles de responsabilité : responsabilité de chaque individu, chaque famille, chaque professionnel, chaque membre du gouvernement, chaque policier, soldat, parlementaire, chaque magistrat, chaque politicien, etc.

Le fléau qui s'est développé en Tunisie, ces trois dernières décennies, est le manque flagrant de la majorité d'assumer ses responsabilités. En effet, la responsabilité est devenue quelque chose à éviter, ce qui a généré une insouciance suicidaire à l'échelle de toute une nation. La majorité a adopté l'attitude de : «Je ne suis pas responsable» et de jouer le rôle de victime, faisant endosser 100% de la responsabilité aux autres. Par exemple, c'est la responsabilité des autres de nous trouver du travail, de ramasser nos ordures, d'assurer notre sécurité sur les routes et de nous protéger des terroristes. Au lieu d'être un peuple conscient, assumant notre part de responsabilité dans tous les domaines de la vie sociale, nous sommes devenus des personnes assistées vivant sous la dépendance du bon vouloir de ceux qui nous assistent.

Une nouvelle interprétation du concept de responsabilité nous offre le moyen d'agir efficacement face à la majorité des défis sociaux et engendrant l'amélioration continue de notre performance. Il est évident que nous ne pouvons pas forcer un individu à se sentir responsable, c'est un choix personnel et une attitude qu'en général, seules les personnes mûres préfèrent adopter. D'ailleurs, la maturité devrait être, désormais, mesurée au degré de responsabilité que chaque personne voudra ou non adopter.

Il est donc très urgent de réapprendre au Tunisien à être responsable de sa vie, de sa protection, bref de son bonheur tout en assurant l'existence d'un environnement qui offre les mêmes chances et opportunités à tous. Ainsi la meilleure stratégie pour sortir du bourbier terroriste serait que nous adoptions tous une attitude responsable qui peut se manifester de plusieurs manières, en voici quelques exemples:

1• Le terrorisme est devenu une culture et il faut adopter une stratégie qui le traite en tant que tel et non pas en tant que crimes séparés.

2• Les familles doivent se sentir à 100% responsables des actes de leurs enfants. Elles devront alerter une équipe pluridisciplinaire (à mettre en place par le gouvernement) de n'importe quel changement qu'elles voient s'opérer chez leur enfant.

3• Fermer aujourd'hui toutes les mosquées, écoles coraniques, télévisions, radios, réseaux sociaux et n'importe quel média qui ose propager des idées extrémistes.

4• La population en entier doit être vigilante et signaler n'importe quel fait qui paraît suspect. Rappelons que : «*La vigilance est le prix de la liberté*» (Jefferson).

5• Des sessions de sensibilisation systématiques dans les écoles, lycées et universités aux dangers de l'endoctrinement dont peut être victime n'importe quel jeune.

6• Responsabiliser la police afin de ne jamais laisser aucune plainte déposée de risque d'attentat, sans la vérifier et former tout agent de sécurité au nouveau contexte du terrorisme.

Comme nous le rappelle Gandhi : «*Soyons le changement que nous voulons voir dans le monde*».

K. T. M., PhD.



Par Khadija T. Moalla



Nous sommes désormais en guerre contre le terrorisme...

La Tunisie a une fois de plus été frappée le 26 juin dernier par un acte terroriste touchant l'une des villes touristiques les plus importantes, Sousse; un acte abject et ignoble qui a visé des innocents dont le seul «mal» a été de nous témoigner, par leur séjour dans notre pays, leur soutien face aux menaces latentes qui pèsent sur la Tunisie et l'ensemble de la région. Ce qui s'est passé à Sousse affecte bien plus que le seul secteur du tourisme. Il touche le pays dans son ensemble, son économie, son image et sa crédibilité face aux partenaires régionaux et internationaux. Aujourd'hui, le défi est de taille. Nous devons déclarer ouvertement la guerre contre le terrorisme; une guerre qui doit avoir tous les appuis possibles: partis politiques, société civile et citoyens devront s'unir dans cette guerre qui promet d'être longue et pénible.



Par Asma Bouraoui Khouja

Le gouvernement actuel est issu d'un processus électoral qui lui confère une légitimité indiscutable. Sa composition est le reflet d'un consensus entre plusieurs partis politiques. Il a donc plus que jamais la responsabilité et le devoir d'engager cette guerre sans merci et de prendre les mesures et dispositions exceptionnelles idoines. Ses seuls mots d'ordre devront être: intransigeance et audace!

L'heure n'est ni au dialogue ni à la concertation. Nous avons besoin d'une unité nationale autour d'actions concrètes immédiates pour la sécurisation de tous les endroits publics, touristiques et autres, une chasse à toutes les structures partisans, associatives et culturelles suspectées de connivence avec les milieux terroristes; une vision stratégique claire et déterminée de lutte contre le terrorisme sans demi-mesures. Pour cela, l'État doit se donner les moyens de mener cette guerre sans merci; les moyens humains et techniques certes, mais aussi et surtout les moyens financiers. Des mesures économiques exceptionnelles doivent être mises en place au plus vite qui consisteraient à donner la priorité, en termes de ressources publiques, au renforcement de l'appareil sécuritaire et de l'armée dans ses aspects entraînement, formation et renforcement des capacités, équipements et logistique.

La Tunisie a besoin de tous ses citoyens et de toutes ses institutions qui devront faire bloc autour d'elle pour engager cette guerre et rien ne devra détourner l'État de sa douloureuse mission. Silence, nous combattons le terrorisme... ■

A. B.K.





Executive
Maghreb Economic Forum

Les enjeux de la guerre contre le terrorisme

Le 26 juin 2015, la Tunisie, affirmant son exception, vacille sous les balles d'un jeune étudiant certainement endoctriné et en perte de repères qui, telle une machine de guerre impitoyable, a tué avec le sourire 39 touristes en plein cœur du poumon touristique du pays. Après le Bardo, les leçons ont-elles été tirées ? Comment cela a-t-il pu se produire en dépit des déclarations des autorités affirmant qu'un large spectre de mesures énergiques avaient été prises ? Ces questions méritent des réponses de fond transcendant les rivalités partisans. Une certitude s'impose : la Tunisie souffre d'un déficit abyssal en termes de réflexion stratégique, géopolitique et prospective. Confrontée à la gestion dans l'urgence, elle subit les événements, elle perd l'initiative. Or, «subir, c'est gémin».

Les études stratégiques et prospectives doivent enfin être érigées en impératif de bonne gouvernance et d'élaboration d'une stratégie nationale et globale de lutte contre le terrorisme. En l'occurrence, avoir pour stratégie de ne pas en avoir mène inexorablement au désastre. La stratégie doit être réhabilitée et reconnue par les politiques et les autorités de notre pays : elle a pour vocation, non pas de faire, c'est le rôle du décideur politique ou militaire, mais d'éclairer la décision de ce dernier et de le doter des outils les plus performants pour mieux faire. C'est l'aide à la décision stratégique en environnement incertain et volatile. En ce sens, la stratégie est une praxéologie, une discipline scientifique tournée vers l'action. En guerre, quel que soit l'ennemi, sans stratégie et audace, la défaite est inévitable. Rappelons-nous la doctrine stratégique chinoise : n'engager le combat qu'en étant assuré de la victoire décisive, voire amener l'ennemi à renoncer à toute attaque, réalisant qu'il avait déjà perdu. L'art de la stratégie combine habilement connaissance, anticipation, action.

La violence jihadiste résiliente et mutante constitue le défi principal d'ordre sécuritaire pour les autorités tunisiennes. En dépit des coups qui lui sont portés, ses protagonistes renouvellent constamment les rangs de leurs combattants, s'adaptent aux évolutions intérieures et régionales sans changer pour autant leurs objectifs et leur référentiel idéologique. La multiplication des embuscades suivant le modèle algérien visant les forces armées et de sécurité intérieure, l'attentat spectaculaire du Bardo du 18 mars 2015 et l'attentat de Sousse du 26 juin 2015 viennent nous rappeler à quel point la menace terroriste est ancrée et enracinée dans la réalité tunisienne. Ces attentats ciblant

en milieu urbain le tourisme, pilier d'une économie tunisienne au bord de l'asphyxie, marquent un tournant majeur. Par son mode d'action et ses cibles inédits, le terrorisme frappe en plein cœur la jeune démocratie tunisienne, met au jour ses vulnérabilités et l'enracinement d'une menace terroriste en mesure de frapper la capitale, les centres touristiques et le cœur des institutions. Le premier gouvernement de la deuxième République doit revoir ses priorités et adopter les mesures à court et moyen terme inhérentes à un Etat en guerre contre la menace terroriste et criminelle. Le système de crises (sécuritaire, politique, économique, sociale, religieuse et culturelle) usant l'Etat et le corps social tunisien, conjugué aux profonds bouleversements géopolitiques restructurant le voisinage stratégique (Libye,

Algérie et profondeur sahélienne), dope la montée en puissance du terrorisme menaçant la sécurité nationale tunisienne et susceptible d'enclencher une dynamique de violence et de fragmentation en mesure d'amorcer un déraillement du processus démocratique encore fragile.

En Tunisie, telle une araignée ayant eu toute la latitude nécessaire afin de tisser sa toile, l'enracinement du terrorisme s'accompagne d'une double menace mettant en cause l'unité nationale et le principe même de l'Etat national :

L'affaiblissement de l'Etat a provoqué une régression politique qui s'est exprimée par la remontée de la logique tribale. L'effort d'intégration nationale entrepris au lendemain de l'indépendance avait réussi à surmonter les clivages traditionnels des tribus et des clans. Cet acquis a été ébranlé par des revendications particularistes en vertu desquelles les ressources nationales (le phosphate dans le bassin minier) doivent profiter aux populations des tribus locales. Les désordres et les révoltes



Par Mehdi Taje



qui ont éclaté dans le bassin minier ont ouvertement soulevé cette revendication matérialisée notamment par la prise en otage du secteur des phosphates, production stratégique pour le pays. Dans le reste de la région maghrébo-sahélienne où subsistent des minorités individualisées (Amazigh, Touaregs et Toubous), la problématique se pose en tant que facteur structurel de l'intégration nationale et de la construction de l'Etat. La Tunisie, en dépit de ces soubresauts, se distingue néanmoins dans le tableau régional par une unité nationale forte et éprouvée. Néanmoins, la campagne électorale clivante menée par le président Marzouki a mis au jour des vulnérabilités et des lignes de fracture oubliées depuis l'indépendance et susceptibles, à travers leur instrumentalisation par des forces intérieures ou étrangères, de constituer un danger sérieux quant à la sécurité nationale.

D'autre part, la transition démocratique en Tunisie a révélé l'existence d'une minorité qui, niant la légitimité de l'Etat territorial, milite pour l'avènement de l'Etat communautaire (arabe ou islamique). Ces groupuscules s'attaquent aux symboles de l'Etat, apportent leur appui déclaré à l'avènement d'un Emirat ou à la proclamation d'un Etat islamique tel que Daech. Ils constituent une force intérieure à l'appui des thèses jihadistes. Les contradictions et le double langage du parti Ennahdha relevant des Frères musulmans devront être levés au regard de leur nature sectaire, de leur idéologie et des multiples stratégies qu'ils ont déployées suivant le même schéma, hormis des ajustements tactiques dictés par les circonstances, depuis leur création afin de prendre le pouvoir en Egypte et au sein du monde arabe. Eprouvée par le passé, leur stratégie a toujours consisté à, via une vitrine politique présentable, adopter une posture mesurée et modérée (en opérant des replis d'ordre tactique) tout en créant et en instrumentalisant des branches armées dont ils dénonçaient les agissements. Alain Chouet, ancien haut responsable de la DGSE française et fin connaisseur du monde arabe, soulignait lors des attentats du Bardo : « Ces attentats ne sont finalement qu'un prolongement terroriste de la stratégie politique d'Ennahdha qui consiste à couper le pays du reste du monde. La Tunisie ne vit que de ses capacités d'interactions avec le reste du monde et en particulier avec l'Occident. Elle n'a pas de ressources autonomes. Cela a été la stratégie permanente des Frères musulmans partout où ils ont agi : couper les ponts avec le monde extérieur dans un objectif de prendre le pouvoir sans que personne ne puisse intervenir. Cela a été écrit noir sur blanc par Saïd Qotb, le grand penseur des Frères musulmans ». En l'occurrence, la stratégie à présent vise à tout faire pour être en mesure de récolter les fruits de ce qui sera déclaré comme les échecs du gouvernement de Habib Essid.

Par ailleurs, la tenue du Congrès du parti Hizb Ettahrir et les propos de son dirigeant appelant ouvertement au jihad en Syrie et à la dissolution de la Tunisie dans un émirat ou califat à l'échelle maghrébine portent directement atteinte à la constitution tunisienne et à la transition

démocratique tout en représentant une menace majeure quant à la sécurité nationale du pays. L'absence d'une réaction ferme des autorités affirmant être en guerre totale contre le terrorisme soulève de nombreuses interrogations : aucune tergiversation, aucune dérobade, ni aucune faiblesse ne sont, à ce stade, admissibles !

Si la menace politique provincialiste reste surmontable par une stratégie de développement économique et social et d'équilibre régional, la menace communautariste constitue un danger profond lié au jihadisme islamiste international. La démarche, globale, transversale, doit vaincre toutes les menaces. Outre les indispensables mesures économiques, sociales, religieuses, culturelles relevant de la sécurité globale et humaine, la bataille sécuritaire devra être menée sur trois fronts : affirmer sans aucune faiblesse l'autorité de l'Etat, réprimer radicalement le terrorisme, éradiquer le crime organisé transnational. A cette fin, il conviendrait en premier lieu d'identifier l'ensemble des éléments malveillants ayant eu, durant la gouvernance de la Troïka, toute la latitude d'infiltrer les ministères régaliens (Intérieur, Défense, Justice, etc.) et de les neutraliser. Le crime organisé, connu depuis plus de 20 ans, a pris une ampleur démesurée dans les pays du Sahel africain et en Libye (trafic de cigarettes, de voitures, de pétrole, de drogue, d'armes, d'êtres humains, etc.) et étendu son réseau à la Tunisie (pétrole, cigarettes, armes, drogue, produits alimentaires, etc.) ; il porte un potentiel de déstabilisation insidieux. Terrorisme et crime organisé transnational prolifèrent à la faveur de l'affaiblissement de l'Etat et opposent conjointement une capacité de résilience plus forte.

La politique de sécurité de la Tunisie devrait se déployer suivant les axes suivants :

- Recentrer l'armée sur le cœur de son métier, à savoir le combat (défendre le territoire national, sécuriser les frontières, faire face aux menaces conventionnelles et développer les capacités de lutte contre les menaces asymétriques : terrorisme, crime organisé transnational, etc.). Etudier et initier un processus progressif d'externalisation de certaines fonctions (nourriture, habillement, gestion du parc automobile, etc.) ;
- Rappeler les réservistes afin d'étoffer les rangs de l'armée et d'être numériquement en mesure de reprendre l'initiative. Tous les cadres relevant des ministères de la Défense et de l'Intérieur ayant fait preuve de compétences avérées dans la lutte contre le terrorisme mis à la retraite ou écartés pour des motifs politiques devront être réintégrés : toutes les compétences de la patrie doivent être mobilisées ;
- Etablir la fonction de chef d'état-major interarmées ou des armées (CEMA) veillant à l'emploi des forces et assurant le commandement des opérations militaires. Les chefs d'état-major (terre, mer, air) quant à eux forment et préparent les forces armées. Cette fonction doit être institutionnalisée et les prérogatives du chef d'état-major interarmées clairement définies. Il a autorité

sur les chefs d'état-major de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air ainsi que sur les directeurs et les chefs des organismes interarmées qui lui sont rattachés. Il a autorité sur l'état-major des armées ;

- Reconstituer et valoriser la réserve militaire. Tous les conscrits effectuant leur service national doivent, sans exception, être formés au maniement des armes et au combat (beaucoup trop, à ce stade, sont cantonnés à des tâches connexes, dont la surveillance des bases, etc.). La réserve doit être réorganisée suivant le modèle des forces, chacun pouvant être appelé à tout moment pour rejoindre son poste. Afin de demeurer opérationnels, sur le modèle suisse, une période de 15 jours par année ou tous les deux ans de retour au sein de l'institution militaire en vue de mener les manœuvres et les entraînements nécessaires pourrait être instituée. Ainsi, progressivement, une réserve organisée, efficace et mobilisable à tout moment pourrait être constituée ;

- Abou Iyadh, chef de l'organisation terroriste Ansar Echaria, Ridha Belhaj et d'autres ont constamment renouvelé leur appel en faveur du jihad en Syrie et invité les Tunisiens à rallier les rangs du nouveau califat. Ces derniers représentent, avec un nombre estimé à 3 000 individus dont plus de 590 rentrés en Tunisie, le plus important contingent au monde de jihadistes engagés en Syrie, loin devant les Marocains estimés à 1 500, les Algériens à 200 et les Libyens à 600 (total pour le Maghreb d'environ 6 000 individus). Le retour de ces jihadistes radicalisés, fanatisés et aguerris au combat représente la menace principale à la sécurité nationale tunisienne, menace susceptible de déstabiliser durablement le pays et d'entraver le processus de consolidation démocratique. Des mesures urgentes doivent être mises en place par les autorités tunisiennes afin de détecter ces individus, assurer la neutralisation des plus radicaux, réinsérer et déradicaliser les moins extrémistes à travers un processus d'encadrement judiciaire, professionnel et médical. Les mosquées, associations caritatives, ONG, sites internet, etc. doivent faire l'objet d'un contrôle rigoureux en conformité avec les droits constitutionnels afin de ne pas leur octroyer une caisse de résonance amplifiant leur capacité de nuisance (capacité à endoctriner eux-mêmes d'autres Tunisiens une fois de retour). Dans cette optique, les autorités tunisiennes pourraient :

- Lancer un plan national de prévention de la radicalisation des jeunes pouvant être élargi aux pays du Maghreb et aux cinq pays de l'arc latin (plan dans le cadre du Dialogue 5+5) ;

Le succès dans l'éradication de la violence jihadiste en Tunisie ne peut se limiter au renforcement des moyens technico-opérationnels et de la coopération interservices, mais suppose également une attitude consensuelle de la part des différents courants politiques autour de

cet objectif, une désidéologisation de l'enseignement religieux et des lieux de culte et enfin une synergie des services de l'Etat avec la société civile. Il s'agit là du volet politico-social de l'action publique contre l'extrémisme armé, trop longtemps négligé ou rejeté tant à l'époque de Ben Ali que sous le gouvernement de la Troïka, mais qui est indissociable du renforcement et de l'adaptation de l'outil sécuritaire. Proposer la création d'une structure d'accueil et de déradicalisation en mesure de :

- Assurer le débriefing par les services de renseignements ;
- Assurer le suivi policier et judiciaire ;
- Assurer un suivi psychologique et médical ;
- Assurer une formation professionnelle en vue de la réinsertion de ces individus dans la société ;
- Assurer un encadrement religieux et théologique afin de réhabiliter ces individus imprégnés d'un islam étranger à notre culture ;
- Impliquer les familles dans ce travail de réendoctrinement.

Il serait bon de faire appel aux Nations unies afin d'obtenir les financements et d'ériger cette structure en expérience pilote au sein du monde arabe.

La lutte contre le terrorisme doit reposer sur un édifice cohérent. Les affaires relevant du terrorisme doivent échapper aux juridictions ordinaires, les enquêtes devant être confiées à des magistrats instructeurs ou procureurs hautement spécialisés. Dans le cadre de la loi antiterroriste de 2003, tout est centralisé au sein du tribunal de première instance de Tunis. Une lacune significative demeure : l'absence de spécialisation des acteurs judiciaires non surmontée par la création du nouveau centre judiciaire. Créer un pôle antiterroriste au sein du tribunal de première instance de Tunis instituant la fonction de juge d'instruction antiterroriste (quatre juges à titre indicatif collaborant avec les services de renseignements et leurs homologues étrangers, etc.) constituerait une avancée certaine. Il va de soi que le cadre législatif et donc le vote d'une loi antiterroriste efficace et adaptée à la nouvelle menace dans sa globalité est une priorité absolue. Les attermoissements des assemblées successives interpellent ;

Le défi posé par le développement du jihadisme, couplé à des activités de contrebande et de trafic d'armes et de stupéfiants dans les régions frontalières, requiert une mutualisation des missions menées par les appareils sécuritaires qui, s'ils doivent conserver leur spécificité, sont complémentaires. Il convient en outre de renforcer les capacités d'analyse des services de renseignements et de restaurer un maillage sécuritaire étroit du territoire national. Parallèlement, il incombe d'initier une réforme en profondeur du système de sécurité tunisien, qui passe par la création d'une structure de coordination dans la lutte antiterroriste. Pour être efficace, elle devra s'appuyer sur un cadre politique et institutionnel solide et légitime.

La coordination et le renseignement sont en effet au cœur de la lutte contre le terrorisme. De nombreuses lacunes caractérisent le système tunisien alors même que le pays et le gouvernement se déclarent en guerre. Cette posture doit se matérialiser par l'adoption urgente de mesures concrètes traduisant un sursaut irréversible. Aucune tergiversation, aucune défaillance, aucune lenteur ne doivent être tolérées. En ce sens, il conviendrait de créer au sein de la présidence de la République un Conseil national de coordination assurant la coordination entre :

- Un pôle action constitué d'une direction centrale comptant un représentant dans chaque région militaire à créer (il conviendrait de découper le territoire national en régions militaires regroupant plusieurs gouvernorats), responsable de la zone, chargé du commandement et disposant de l'ensemble des moyens basés dans la région. Il est l'unique responsable et rend compte de toute défaillance. Il dispose également d'une task force composée de forces spéciales bénéficiant de l'équipement de pointe dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et des moyens de projection (notamment hélicoptères). Il ne s'agit plus d'occuper le terrain mais de s'appuyer sur des unités mobiles hautement spécialisées. Cette task force doit être mobilisable et projetable dans un délai de 30 minutes afin de traiter la menace terroriste identifiée;
- Le pôle judiciaire constitué du pôle antiterroriste nouvellement créé et de la police judiciaire ;
- Le pôle renseignement constitué des agences de renseignement (interne et externe). Afin d'optimiser l'exploitation du renseignement stratégique, créer une Agence nationale du renseignement centralisant, exploitant et diffusant le renseignement en provenance des institutions existantes au sein des ministères de l'Intérieur et de la Défense, du ministère des Affaires étrangères et du ministère des Finances (financement du terrorisme et douanes). Il s'agit de raccourcir au minimum la chaîne entre l'acquisition du renseignement et l'action sur le terrain (capacité à traiter la menace).

Ce Conseil national de coordination se réunira à la demande du président de la République quotidiennement (en cas de crise) et de manière hebdomadaire en associant les ministres concernés selon les besoins (Intérieur, Défense, Justice, Affaires étrangères, etc.).

Renforcer la formation et l'équipement des forces spéciales (pas de sous-emploi) et en constituer un outil stratégique. Il s'agit de créer une articulation étroite entre le renseignement stratégique et des forces spéciales valorisées, formées aux dernières doctrines de lutte, équipées des moyens les plus modernes en termes d'armement et de capacités de projection, etc., l'objectif étant de raccourcir impérativement

le délai d'action (la chaîne de commandement) entre l'identification d'une menace et son traitement par ces forces spéciales ; Lancer des opérations d'encercllement et de ratissage quartier par quartier des villes proches des foyers terroristes et des grandes agglomérations offrant un refuge à ces éléments malveillants et abritant des cellules dormantes. L'effet de sidération doit opérer et nos forces doivent reprendre l'initiative ;

Réhabiliter le renseignement humain et l'articuler avec le renseignement technologique tunisien et étranger. L'un sans l'autre ne produisent que des résultats limités ;

La lutte contre le terrorisme va s'inscrire sur le long terme. Elle ne peut vaincre sans « gagner les cœurs et les esprits » (concept de base de la guerre contre-insurrectionnelle). Une population hostile aux forces menant la lutte contre le terrorisme est un handicap majeur, quasi insurmontable. A ce stade, s'établit la connexion entre l'impérieuse nécessité de mesures économiques et sociales urgentes afin de rompre le lien entre une population désœuvrée et des terroristes ou criminels en mesure, compte tenu de leurs capacités financières et de la crainte qu'ils inspirent, d'acheter leur complicité. Le concept d'économie de la lutte contre le terrorisme devra être théorisé et valorisé ;

Dans cet état d'esprit, œuvrer à cultiver la résilience de la société civile, des institutions et des forces armées et de sécurité. La capacité à absorber les chocs et à rebondir sera au cœur de la lutte contre le terrorisme sur le long terme. Conformément à la pensée du célèbre moine japonais Takuan Soho (1573-1645), il s'agit d'adapter la philosophie du zen à la pratique du sabre : l'esprit doit être suffisamment apaisé et mobile pour agir avec justesse et précision en toute situation; En s'appuyant sur l'articulation des trois plans dans l'analyse du terrorisme en Tunisie, une veille géopolitique et stratégique relativement aux évolutions rapides et brutales de notre voisinage stratégique maghrébo-sahélien et de la scène moyen-orientale s'impose.

En ce sens, créer un Observatoire national des crises et du terrorisme axé sur l'analyse géopolitique et sur l'anticipation de l'évolution du terrorisme et des menaces planant sur la Tunisie, la transition démocratique et la sécurité nationale s'érige en impératif. Il s'agit de ne plus subir et de réagir dans l'urgence en mettant en avant l'attitude pro-active.

Cet observatoire géopolitique et prospectif assurera au profit du président de la République ou du chef du gouvernement une mission de veille, d'alerte, de suivi et d'anticipation des évolutions géopolitiques, des crises et des conflits à l'échelle régionale et internationale et de la menace terroriste et criminelle. Il opérera en fonction d'un découpage géographique. Dans un environnement international et régional marqué par une incertitude croissante, l'identification, l'analyse et l'évaluation des situations de crise et des menaces constituent un



instrument indispensable de gouvernance et de prévention des crises susceptibles de déstabiliser la Tunisie. Le président de la République doit pouvoir disposer de l'ensemble des données pertinentes et des outils permettant d'éclairer la décision. En ce sens, une capacité permanente de veille, d'alerte et d'anticipation par la construction de tableaux de bord prospectifs doit être mise en œuvre. Il s'agit de renforcer de manière significative les capacités d'évaluation et d'anticipation des autorités. En ce sens, la mission pourrait être résumée en ces termes : évaluer et analyser (comprendre) ; anticiper ; proposer. L'urgence ne doit pas occulter la réflexion et la prise en compte des surprises stratégiques. La réflexion stratégique doit être placée au cœur de toute démarche sécuritaire et militaire de lutte contre le terrorisme. L'anticipation, l'identification de ce que les Américains intitulent « wild cards » (ce qui, bien qu'apparemment improbable, serait le plus dangereux), l'attitude fondée, selon un ancien président de General Electric, sur le principe de « destroy your own business » doivent prévaloir car permettant de mieux agir et d'optimiser la lutte contre le terrorisme d'aujourd'hui et non de demain. Ainsi, penser l'avenir, c'est éclairer l'action présente.

Dans le cadre d'une montée en puissance de la menace terroriste, les aléas et les incertitudes inhérents au maintien de l'ordre et à la sauvegarde de l'intégrité de l'Etat peuvent affecter directement ou

indirectement la sécurité nationale. En ce sens, l'action préventive acquiert une dimension centrale. Il s'agira d'être en mesure d'anticiper des situations que nous pouvons qualifier de « situations de seuil d'alerte sécuritaire ».

Le fonctionnement et la performance des forces armées et de sécurité s'inscrivent au sein d'une représentation du champ des menaces non pas simplement du passé ou du présent mais également de l'avenir. Un Etat doit être en mesure de maîtriser les enjeux d'avenir de sa politique de défense et les besoins qui en découlent afin de jouer pleinement son rôle dans le maintien des grands équilibres internes. La volatilité et la diversité des menaces pouvant peser significativement sur la sécurité du pays dictent de sensibiliser les dirigeants à la nécessité de la prise en compte de l'avenir dans leurs processus d'évaluation, de diagnostic et de traitement des sources de menace avérées ou potentielles. Dans ce cadre, la prospective a pour vocation de « rajouter des cases dans les stratégies de défense du territoire national ». Penser l'avenir, c'est se préparer à l'action, c'est forger une stratégie d'investigation de l'avenir (être en mesure de le baliser) débouchant sur un outil opérationnel d'aide à la décision stratégique. ■

M.T.

Géopoliticien et prospectiviste,
spécialiste du Maghreb et du Sahel
Directeur de Global Prospect Intelligence



Pour le projet d'une Tunisie que nous aimons

Un vieux proverbe chinois nous apprend : « Quand on reçoit un coup sur la tête, il peut nous assommer comme il peut nous réveiller ». L'attentat de Sousse doit au moins nous inciter à réfléchir et à nous poser la simple question : qu'est-ce qui ne va pas en Tunisie ? Je vais tenter de répondre à cette question en me référant aux paroles de Habib Bourguiba : « *Toutes les questions, qu'elles soient économiques ou sociales, découlent du politique. Hormis la politique, tout est pour l'heure secondaire* ». Près d'un siècle après, la réflexion reste d'une actualité brûlante.

L'échec de l'après-soulèvement de janvier 2011 est incontestable. L'accepter et le dire clairement est le premier pas vers la solution. Cet échec est lié essentiellement au désert politique qu'a



Par Mohamed Ridha Kamoun

du pouvoir.

Compter sur nos politiciens actuels pour faire sortir le pays de cette situation est certainement illusoire. Un fait incontestable est que le peuple est meilleur que ses politiciens. Notre horizon politique actuel semble être réduit à : islamiste ou anti-islamiste. Il nous faut absolument une 3e voie qui est celle d'un projet commun rassemblant tous les Tunisiens pour un avenir à la hauteur de leurs attentes et de leur mérite. Un pays où il fait bon vivre, où chacun trouve l'opportunité de s'épanouir et de participer librement au développement de son pays.

Je terminerai par une autre citation de Bourguiba qui définissait la Tunisie que nous aimons : « *La Tunisie que nous entendons libérer ne sera pas une Tunisie pour les musulmans, pour les juifs ou pour les chrétiens. Elle sera la Tunisie de tous ceux qui, sans distinction de religion ou de race, voudraient l'agrèer pour leur patrie et l'habiter sous la protection de lois égalitaires* ».

M.R.K.

Une frappe au cœur de l'économie !

Ce n'est peut-être pas très décent à l'heure actuelle de parler des lourdes retombées qu'aura l'opération terroriste qui s'est passée le 26 juin, dans un grand hôtel à Sousse, sur l'économie tunisienne. Mais il faut bien qu'on en parle hélas ! Le tourisme est une activité vitale pour le pays dans la mesure où il emploie près de 400 000 personnes et constitue un des principaux secteurs pourvoyeurs de devises, puisqu'il fournissait 12% des recettes courantes au cours de la décennie 2001-2010, contre 7% uniquement en 2014. Pour comprendre l'effet de la chute prévisible des recettes touristiques sur l'économie tunisienne, essayons de placer le secteur touristique dans un contexte global et focalisons nos propos sur la structure du compte courant. Etant structurellement négatif, le déficit courant n'est autre que le besoin de financement en capitaux par rapport à l'étranger.

D'où provient ce déficit courant (besoin de financement) ?

L'examen du graphique 1 nous montre que le déficit courant provient d'un déficit commercial structurellement et historiquement déficitaire et en exacerbation depuis 2011. Historiquement aussi, ce déficit a toujours été, au moins partiellement, compensé par la balance des services qui a toujours été excédentaire, notamment grâce au secteur du tourisme. En effet, les recettes touristiques couvrent approximativement 50% des recettes totales au niveau des services au début des années 2000 et de 40% depuis 2011. Par ailleurs, les recettes touristiques au 20 juin 2015 (avant l'attentat de Sousse) étaient à 1.125 millions de dinars contre 1.352,8 millions de dinars à la même date de l'année 2014, soit 227,8 millions de dinars en moins. De ce fait, la saison touristique actuelle ne s'annonçait pas sous les meilleurs auspices, mais vraisemblablement, le plus dur reste à venir.

Si le tourisme qui ramène du cash en devises fait défaut après cet attentat qui vient s'ajouter à celui du Bardo, quelles sont les possibilités pour l'économie de financer ce déficit commercial exacerbé ? Nous devons pouvoir compter sur le rapatriement des revenus des travailleurs tunisiens à l'étranger qui peuvent d'ailleurs passer une partie de leur séjour dans des hôtels. Toutefois et comme le montre le graphique 1, les revenus des travailleurs tunisiens à l'étranger ont augmenté en 2014 mais restent très faibles par rapport au déficit commercial (ils auront donc du mal à remplacer les recettes touristiques).

Ainsi et le moins qu'on puisse dire, la marge de manœuvre dont dispose ce gouvernement est très étroite puisque beaucoup de facteurs qui ne lui sont pas tous exogènes lui échappent. En effet, la détérioration du déficit courant, qui a atteint 8,9% du PIB à la fin de l'année 2014, reste envisageable car très dépendant d'une éventuelle envolée des prix du pétrole, d'une non-reprise des exportations de phosphate et d'une mauvaise récolte (que ce soit dans le secteur oléicole ou du blé). Comment combler ce besoin de financement ? Recourir à l'endettement extérieur, est-ce inévitable ?

Théoriquement, deux solutions seraient envisageables :

- Les investissements directs étrangers pourraient jouer ce rôle, mais les investisseurs ne semblent pas se précipiter dans un climat d'insécurité, d'instabilité et d'incertitude, ce qui est tout à fait normal, si on sait, par ailleurs que l'investissement local n'est pas au rendez-vous non plus. En effet, ce dernier est non seulement en berne, mais déjà,

l'investissement budgétisé a du mal à être exécuté.

- Si l'investissement étranger n'est pas au rendez-vous, seul l'endettement extérieur permet de combler ce besoin de financement. Toutefois, cette source de financement est très coûteuse. En effet, la dernière sortie sur les marchés internationaux a coûté cher à la Tunisie, avec le gouvernement Jomaa (un taux de 5,75% hors commissions) et d'autres sorties nous coûteront probablement encore plus cher, étant donné les attentats qui ont frappé notre pays. Les agences de notations internationales, qui font la pluie et le beau temps, il faut le dire, sont très sensibles à la violence et

à l'instabilité. Même si en mars 2015, Fitch Rating a révisé la note souveraine de la Tunisie de négative à stable, soit de «BB-» à «BB», n'oublions pas que cette même agence l'a abaissée, en 2013, de «BB+» à «BB-», à cause de l'intensification de la violence et de l'instabilité sociale. Ainsi, les conditions d'emprunt peuvent devenir plus dures. A titre de comparaison, l'Egypte est sortie sur le marché international, le 4 juin 2015, pour une demande initiale de 2 milliards de \$, elle n'a pu prélever que 1 milliard 500 mille \$ au taux de 6%.

Au total, la rareté de devises fera pression sur la valeur du dinar qui reprendra sa tendance de plus en plus baissière après la bouffée d'oxygène dont il a bénéficié au premier trimestre 2015. Cette tendance aura un impact négatif sur l'inflation qui a tendance à s'installer et à « se plaindre » depuis 2012 sur un plateau variant entre 5,5% à 6%. La dépréciation du dinar contribuera aussi à renchérir l'équivalent en dinars de la dette libellée en devises. Ainsi, si les activités à l'export



Par Fatma Maarakchi Charfi

ne redémarrent pas, il faudrait contracter de nouvelles dettes pour payer le service de la dette et aussi les salaires des fonctionnaires et non plus pour investir et produire des richesses et faire de la croissance. Ainsi plus que jamais,

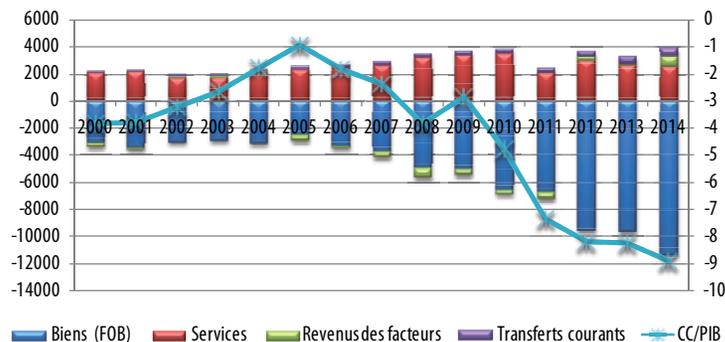
- les Tunisiens résidant à l'étranger doivent rentrer en Tunisie en été, pour renflouer les avoirs en devises et si possible passer quelques jours dans les hôtels.
- Les autorités doivent contrôler les excursions organisées par les tour-opérateurs locaux pour freiner l'érosion en devises, parce que comme le montre le graphique 2, l'importation des services touristiques évoluent depuis 2010 à un rythme effréné par rapport aux exportations de ces mêmes services.
- Le secteur des phosphates doit redémarrer de nouveau et chercher sa vitesse de croisière.

- Les syndicats, le patronat et l'Etat doivent négocier une trêve pour stabiliser le pays et éviter un creusement des deux déficits, courant et budgétaire (les revendications salariales ne feront qu'aggraver le déficit budgétaire). Sachant que la concomitance des deux déficits est une menace pour l'économie tunisienne en l'état actuel des choses.
- La priorité des priorités du gouvernement doit être la lutte contre le terrorisme. Le contrôle au niveau des mosquées doit être effectif. Les jeunes revenants de la Syrie doivent être répertoriés et ne doivent pas être perdus de vue. Il faut que les familles de ces « jihadistes » soient impliquées par une lourde contravention (ou toute autre lourde sanction) quand un membre de la famille se trouve impliqué dans un acte terroriste.

Bref, des mesures fortes et urgentes doivent être prises et auraient dû l'être déjà après l'attentat du Bardo. Quels genres de réformes peut-on entreprendre dans un environnement instable avec des tensions sociales et avec en prime un chaos libyen juste à nos portes ? Sachant que les institutions internationales conditionnent leur aide par l'implémentation de ces réformes qui portent notamment sur la recapitalisation des banques publiques, la refonte du code d'investissement ainsi que sur plusieurs projets de loi dont le partenariat public-privé (PPP) et la loi sur la constitution et la gestion de la société d'actifs, le mot d'ordre serait vigilance, vigilance et vigilance ... Puisque reprise économique et terrorisme ne font pas bon ménage. ■

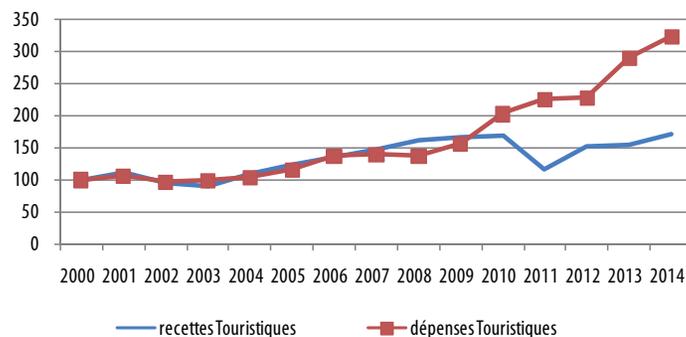
F.M.C.

Graphique1: structure du compte courar



Source : Construit par l'auteure à partir des statistiques de la BCT

Graphique 2: Evolution de la balance touristique depuis 2000



Source : Construits par l'auteure à partir des statistiques de la BCT





Zohra Driss, la battante

« Elle ne mérite pas pareille épreuve ! », compatissent tous ceux qui connaissent Zohra Driss, la propriétaire de l'hôtel Imperial Marhaba à Sousse, touchée dans sa chair par l'attentat terroriste qui a coûté la vie à pas moins de 37 touristes étrangers. « C'est une femme battante qui s'engage à fond dans tout ce qu'elle entreprend, pour ses hôtels, pour la région, pour l'Utica, pour son parti Nidaa Tounès dont elle est députée à l'Assemblée des représentants du peuple », ajoutent-ils.

Fille de Si M'Hammed Driss, l'un des pionniers du tourisme tunisien, elle a retroussé les manches pour construire et promouvoir son propre hôtel, l'un des fleurons de l'hôtellerie tunisienne. Cette quadra à l'intelligence vive et au charme séduisant déborde d'énergie. Lève-tôt, elle est en jeans sur le chantier, saluant chacun des ouvriers qu'elle appelle tous par leur prénom. Puis, en tailleur chic, elle file au bureau régler des affaires, avant de partir à Tunis, participer à une réunion à l'Utica où elle est en charge notamment des relations avec le Medef français, au parti ou à l'Assemblée, puis de reprendre le chemin du retour et rester au bureau jusque tard dans la soirée.

Entreprenante et déterminée, Zohra Driss ne recule guère devant les difficultés. Quand l'hôtel Diar El Andalou, l'un des joyaux d'El Kantaoui, avait été mis en vente, après la révolution, en pleine crise du tourisme, elle n'a pas hésité de l'acquérir au prix fort, séance tenante. Nullement découragée par la crise du secteur, elle n'hésitera pas à prendre le risque d'investir et de lancer de grands travaux de réaménagement total du bloc central, de rénovation des chambres et équipements et d'extension portant sur plus d'une centaine de chambres supplémentaires. « Aventurière », diront nombre de ses pairs. « Convaincue d'investir, en devoir national, pour créer des emplois, et en toute conviction que l'avenir ne sera que meilleur », leur rétorquera-t-elle.

Consensuelle, Zohra Driss est celle qui œuvre pour le rapprochement des positions, la concorde et la modération, ses valeurs démocratiques, modernistes et progressistes sont non négociables. Ce qu'elle essaye de ne guère montrer, c'est son engagement généreux et discret dans l'action sociale. Donner, partager et aider, elle les a dans les gènes.

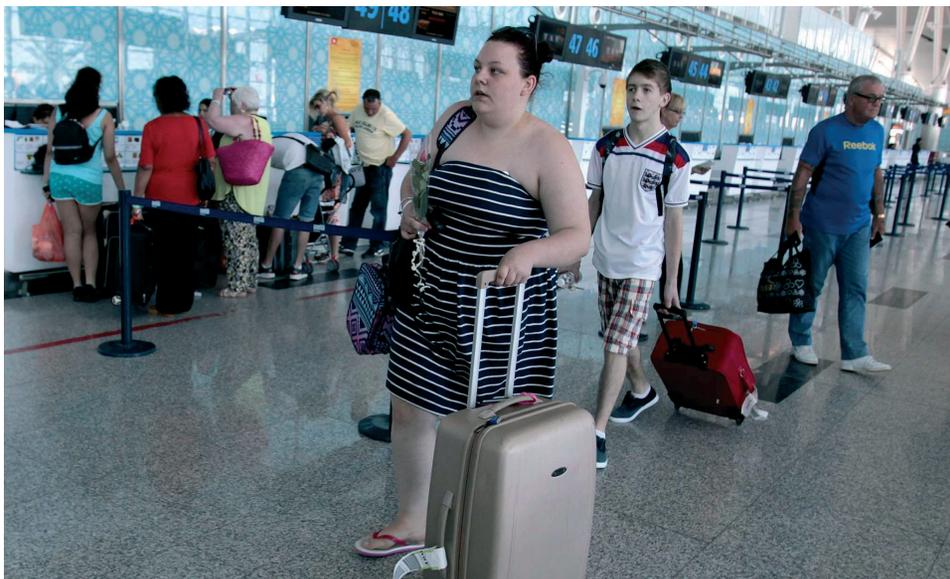
Pourquoi le terrorisme a ciblé son hôtel et ses hôtes ? Parce qu'il est l'un des hôtels les plus fréquentés ? Ou pour le symbole qu'incarne Zohra Driss, femme d'affaires, dirigeante à l'Utica, députée de Nidaa ?

De Paris, Jean-Pierre Elkabbache a été le premier à l'appeler quelques minutes seulement après le drame, pour lui dire son indignation, sa condamnation, sa compassion. Le téléphone ne cessera plus de sonner lui apportant les voix affectueuses d'amis du fin fond du pays et du monde entier.

Passé les premières minutes de surprise et d'émotion, Zohra Driss retrouvera vite sa combativité. Bravant les consignes de sécurité, elle s'élancera auprès des touristes, participant à l'évacuation des blessés, s'occupant des victimes, soutenant les rescapés, organisant les opérations internes de gestion des départs, de nettoyage et autres urgences. Son premier et dernier mot aux médias sera : « Ne baissons pas les bras, ne nous résignons pas à la fatalité du terrorisme, rebondissons ! ». ■

Une triste image de Sousse : ces touristes qui font leurs bagages

Déjà un départ en fin de vacances ne laisse pas les hôteliers indifférents après avoir tissé des liens avec leurs clients. Mais, voir des touristes qui ont préparé leurs bagages après la triste épreuve du carnage vécue à Sousse et attendent juste le bus qui les conduira à l'aéroport, est plus que désolant, fort émouvant. «*Plus jamais ça, Inchallah*», implorent le personnel et la direction de l'hôtel de tous leurs vœux.





Après le carnage de Sousse, plus de journalistes que de touristes !

Sousse - De notre envoyé spécial - Une image triste de Sousse, samedi, au lendemain du carnage qui a endeuillé la ville, comme tout le pays. A l'hôtel Impérial Marhaba, il y avait plus de journalistes que de touristes. Si nombre de rescapés ont préféré y rester, par solidarité, ils sont submergés par les journalistes tunisiens et les envoyés spéciaux de la presse internationale accourus de partout. D'Europe, des Etats-Unis, du Canada et même du Japon.

Devant l'hôtel, des dizaines de cars surmontés de larges antennes paraboliques pour la retransmission en direct ont déployé leurs équipements. Les envoyés spéciaux sont constamment en direct avec leurs studios pour intervenir lors des journaux télévisés et à tout moment dès la moindre nouvelle information. Lorsque Zohra Driss les a reçus samedi après-midi pour une conférence

de presse en présence de Ouided Bouchamaoui, venue avec les membres du bureau exécutif de l'Utica, elle était surprise de voir que la grande salle suffisait à peine à contenir plus de 150 journalistes qui faisaient le pied de grue devant l'entrée. Heureux d'accéder pour la première fois à l'enceinte de l'hôtel, ils ont demandé l'autorisation de filmer en direct du lieu même du carnage. Décision difficile à prendre pour ne pas gêner les touristes encore sous le choc. Admis par petits groupes, ils ont immédiatement foncé en prenant la précaution de se limiter au hall central et à la terrasse.

Arrivé pour témoigner de la solidarité de la France, l'ambassadeur François Gouyette était cueilli par une nuée de journalistes français, notamment ceux de France Télévision, iTélé, Canal +, LCI, BFM et autres radios. ■

